

ROYAUME DU MAROC

**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT**

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**ETUDE SUR LA STRATEGIE
D'AMENAGEMENT ET DE
DEVELOPPEMENT DU MOYEN ATLAS**



SYNTHESE FINALE

PHASE 2. RAPPORT N°5

***urba
plan***

LAUSANNE ET RABAT - AOÛT 2006

Coordonnées du bureau d'étude :

urbaplan

URBAPLAN – SIEGE
21, av Montchoisi, CP 151
CH - 1000 Lausanne 19
SUISSE
Tél. 00 41 21 / 619 90 90
Fax : 00 41 21 / 619 90 99
Email : international@urbaplan.ch

URBAPLAN – MAROC
64, Rue Malouiya, Appart. 5
10000 Rabat Agdal
MAROC
Tél + Fax : 00212 37 / 77 49 98
Mob : 00212 61 / 16 13 88
Email : maroc@urbaplan.ch

TABLE DES MATIERES

1. PERIMETRE DE L'ETUDE.....	4
1.1 Délimitation géographique.....	4
1.2 Caractéristiques générales du milieu physique.....	6
2. RESSOURCES NATURELLES ET MISE EN VALEUR.....	8
2.1 L'eau.....	8
2.2 Sols et couverture végétale.....	8
2.2.1 Des ressources limitées en sols cultivables.....	8
2.3 Modes de mise en valeur et diagnostics sectoriels.....	11
2.3.1 La mise en valeur des forêts.....	11
2.3.2 L'élevage.....	12
2.3.3 L'agriculture.....	15
2.3.4 Milieux naturels et biodiversité.....	19
2.3.5 Conclusions.....	21
3. VILLES ET ACTIVITES NON AGRICOLES.....	22
3.1 Villes et réseau urbain.....	22
3.2 Activités non agricoles.....	26
3.3 Production des services.....	26
4. STRATEGIE D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU MOYEN ATLAS.....	29
4.1 Stratégie générale d'aménagement.....	29
4.1.1 Préserver et mettre progressivement en valeur les supports du développement durable.....	29
4.1.2 Tenir compte des besoins au niveau national.....	30
4.2 Les politiques sectorielles liées à la mise en valeur du cadre naturel.....	32
4.2.1 Protection de l'environnement et de la forêt.....	32
4.2.2 Stratégie en matière d'élevage et de parcours.....	34
4.2.3 Stratégie pour le secteur de l'agriculture.....	36
4.2.4 Stratégie pour le développement du tourisme.....	38
4.3 Les politiques sectorielles en milieu urbain.....	41
4.3.1 Les services urbains publics.....	41
4.4 Désenclavement et infrastructures.....	44
4.5 Conclusions de la stratégie.....	46
5. MISE EN ŒUVRE ET PLAN D'ACTION.....	47
5.1 Les entités régionales pertinentes pour la mise en œuvre.....	47
5.2 Le niveau intercommunal : une clé pour le développement et l'aménagement du Moyen Atlas.....	47
6. CONTENU DU SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT, PRESENTE PAR « PAYS ».....	50
6.1 Le Moyen Atlas Oriental.....	50
6.2 La vallée de la Moulouya.....	53
6.3 Plateau des causses.....	56
6.4 Le pays zaïan.....	59
7. PROPOSITIONS D'ORDRE INSTITUTIONNEL ET FINANCIER.....	62
7.1 Quelques caractéristiques des « politiques de la montagne ».....	62
7.2 Propositions pour une politique d'aide à la montagne au Maroc, à l'exemple du Moyen Atlas.....	64
7.2.1 Mesures financières.....	64
7.2.2 Mesures institutionnelles.....	65
7.3 Conclusions du chapitre.....	66

TABLE DES PLANCHES

Planche 1 : Périmètre d'étude	5
Planche 2 : Forêts	10
Planche 3 : Elevage	14
Planche 4 : Agriculture	18
Planche 5 : Milieux naturels et biodiversité	20
Planche 6 : Villes et réseau urbain	25
Planche 7 : Production des services	28
Planche 8 : Schéma général d'aménagement	31
Planche 9 : Protection de l'environnement et de la forêt	33
Planche 10 : Stratégie en matière d'élevage et de parcours	35
Planche 11 : Stratégie pour le secteur de l'agriculture	37
Planche 12 : Stratégie pour le développement du tourisme	40
Planche 13 : Services urbains publics	43
Planche 14 : Désenclavement et infrastructures	45
Planche 15 : Espaces projets	49
Planche 16 : Moyen Atlas Oriental	52
Planche 17 : Vallée de la Moulouya	55
Planche 18 : Plateau des causses	58
Planche 19 : Pays Zaïan	61

1. PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE

1.1 Délimitation géographique

L'étude de la stratégie d'aménagement et de développement du massif du Moyen Atlas s'inscrit dans le cadre de la préparation d'une politique de la montagne au Maroc. Pour cette raison, le périmètre de l'étude est étroitement adapté aux zones qui ont un caractère montagneux évident (relief accidenté, altitude, climat) sans tenir compte du découpage régional ni parfois même provincial. Seul les territoires des communes sont intégralement respectés, afin que l'on puisse disposer sans restriction des statistiques disponibles à ce niveau, et pour ne pas diviser les plus petites unités administratives du Royaume.

Dans le respect de ces critères qui relèvent essentiellement de la géographie physique, le périmètre comprend des parties de 4 régions administratives, citées ci-dessous du Nord Est au Sud Ouest :

- Province de Taza (région Hoceima Taza Taounate) partiellement (14 communes)
- Province de Boulemane (région Fès Boulemane) entièrement (20 communes)
- Province de Sefrou (région Fès Boulemane), entièrement (23 communes)
- Province de Ifrane (région Meknès Tafilalt), entièrement (9 communes)
- Province de Khénifra (région Meknès Tafilalt), entièrement (38 communes)
- Province de El Hajeb (région Meknès Tafilalt) seulement la zone de la montagne et du piémont, (5 communes)
- Province de Khémisset (région Rabat Salé Zemmour Zaër), seulement la zone du Plateau Central, (5 communes).

La planche N° 1 indique le périmètre de l'étude et les subdivisions administratives des 114 communes, des provinces et des régions.

Planche 1 : Périmètre d'étude

1.2 Caractéristiques générales du milieu physique

A l'intérieur de cette zone d'étude, le relief et le climat permettent d'identifier plusieurs unités homogènes, présentant des caractéristiques assez contrastées et des potentialités de développement différenciées.

Les lignes directrices du relief sont grossièrement parallèles à l'axe du massif de l'Atlas, orienté Nord-Est/Sud-Ouest. Elles permettent de distinguer cinq grandes zones agro-écologiques :

1. Le rebord Ouest du massif du Moyen Atlas, du côté de la trouée de Taza, du Saïs et des plaines qui le prolonge vers Khénifra en direction de Béni Mellal. Il s'agit d'un versant presque rectiligne, qui s'élève brusquement au-dessus des plaines pour atteindre rapidement des altitudes importantes (2000 m au Tazzeka, 1800 m dans sa partie centrale entre Sefrou et Azrou, 2100 m au Jebel Boutaqa à l'extrémité Sud Ouest au dessus de Aït Ishak). Ce versant, qui a souvent l'aspect d'une véritable muraille qui fait obstacle aux vents humides venant de la mer et provoque des précipitations abondantes dépassant fréquemment 1000 mm/an. Cette zone bordière, que l'on appellera dans cette étude le « dir » (pour simplifier), est aussi favorisée par des sols fertiles et bien exposés. Elle constitue la frange la plus prospère de tout le massif du point de vue agricole.
2. Dans la partie Nord Est, la continuité du dir est interrompue par une large zone de faible altitude largement ouverte vers l'Ouest entre le cours du Sebou et Tahla environ. Il s'agit d'une région de collines fertiles, dédiée à la grande culture de céréales et d'oliviers, au climat intermédiaire entre celui de la plaine et la montagne.

Dans la partie Sud Ouest, l'Oum er Rbia et ses affluents interrompent la zone du dir.
3. La deuxième région naturelle importante est celle des plateaux qui s'étendent entre Sefrou, Azrou, Aïn Leuh et Aguelmame Azigza à l'Ouest et le Moyen Atlas plissé. Cette zone élevée mais faiblement ondulée est parcourue par des vents moins humides et plus froids. Son soubassement calcaire et perméable interdit la formation de grandes vallées fluviales. C'est un vaste ensemble de plateaux sans rivière, aux sols plutôt pauvres, qui est le domaine de la forêt et de l'élevage transhumant, à de petites exceptions près. Seule dans cet ensemble, la vallée du Guigou a développé une agriculture relativement intensive et des villages importants. Ailleurs c'est un pays d'herbe et de bois où les agglomérations sont rares et plutôt récentes. Son extrémité Sud Ouest est découpée par les vallées encaissées de l'Oum Er Rbia et de l'Oued Srou en un réseau de collines escarpées, peu fertiles et d'accès difficile.
4. Une seconde ligne de reliefs, plus élevés que la première mais presque aussi continue, délimite la zone et la sépare de la vallée de la Moulouya. Relativement étroits et d'altitude modérée dans la partie Ouest (1500 à 2300 mètres au Jebel Tanourdi), ces plis s'accusent et s'épaississent dans le Moyen Atlas de Taza, dont ils occupent presque tout le territoire. Dès le Tichoukte l'altitude des sommets ne descend pratiquement plus au dessous de 2500 à 3000 mètres et culmine au Bou Naceur vers 3400 mètres. Cette chaîne offre les dénivelés les plus importants et les versants les plus raides. C'est la zone la plus froide, la plus humide et la plus enclavée de tout le massif. Elle se termine au dessus de Taza et de Guercif par un relief confus, coupé de profondes vallées et qui n'est encore traversé par aucune route. L'agriculture y rencontre des conditions médiocres (relief accusé, peu de sols

fertiles, températures hivernales très basses) et les habitants tirent l'essentiel de leur subsistance de la forêt et de l'élevage.

5. La quatrième unité est celle de la vallée de la Moulouya. C'est un vaste sillon entre le Moyen Atlas et le Haut Atlas, dont l'altitude descend régulièrement de 2400 mètres près de la source jusqu'à 600 mètres à la sortie du massif. Sa principale caractéristique est l'aridité, qui lui confère déjà un caractère pré-désertique (150 mm/an à Midelt) et interdit pratiquement les cultures en bour. L'élevage extensif est l'activité dominante, hors des périmètres maraîchers que les forages ou les dérivations de la Moulouya permettent d'irriguer.
6. Enfin l'étude comprend aussi le massif du « Plateau Central », bien qu'il fasse partie d'une autre formation géologique. Proche de Khénifra il s'apparente au Moyen Atlas dont il forme une sorte d'avant pays, par son altitude, son climat et ses modes de mise en valeur. Il s'agit d'une montagne d'altitude moyenne, au relief extrêmement confus et découpé par de profondes vallées divergeant vers les bassins de l'Oum Er Rbia et du Bouregreg, qui, bien qu'elle soit plutôt orientée vers Rabat, reste très enclavée.

2. RESSOURCES NATURELLES ET MISE EN VALEUR

2.1 L'eau

L'eau est certainement la ressource la plus précieuse du Moyen Atlas. Sa position géographique et son altitude, la continuité de la barrière qu'elle forme sur le trajet des masses d'air humide provenant de l'Atlantique en font, selon une expression maintenant consacrée, le « château d'eau » du Maroc. Les précipitations sont fortes sur la bordure Ouest, où elles dépassent presque partout 1000 mm/an sur les reliefs. Elles diminuent ensuite progressivement sur les plateaux mais atteignent encore des niveaux élevés sur la chaîne plissée (600 – 800 mm/an). Par contre la vallée de la Moulouya, située derrière l'écran montagneux, est déjà très aride, et seule l'alimentation dans les montagnes de la rivière Moulouya permet une agriculture irriguée.

Ces abondantes précipitations sur des terrains calcaires et souvent karstiques s'infiltrent rapidement dans le sol et sont ainsi protégées du ruissellement et de l'évaporation. Elles resurgissent au pied des couches calcaires en grosses sources, à proximité des bords du massif et alimentent la plupart des grandes rivières de la Moulouya à l'Oum Er Rbia.

Le SNAT met en évidence l'apport essentiel du Moyen Atlas à l'hydrologie nationale. Il recommande « d'introduire (...) le concept de « château d'eau » pour les espaces calcaires recevant plus de 600 mm de précipitations annuelles »¹. Dans cette acception tout le Moyen Atlas à l'exception de la moyenne vallée de la Moulouya (plus aride) doit être considérée comme une zone d'intérêt national.

Paradoxalement, en raison de la nature karstique du sol, des infiltrations rapides et de l'encaissement des rares vallées, le Moyen Atlas ne tire pas beaucoup d'avantages de cette abondante pluviosité. Seule 2% de sa surface est irriguée. La ressource est donc surtout valorisée dans les plaines situées à l'extérieur du massif, où les terres cultivables sont plus étendues et plus fertiles. La bonne exploitation de l'eau entraîne plutôt pour sa population des limitations d'usage (maintien du couvert végétal et surtout forestier, lutte contre l'érosion des bassins versants, protection des barrages contre l'envasement) que des avantages directs.

2.2 Sols et couverture végétale

2.2.1 Des ressources limitées en sols cultivables

Sur une surface de 34.000 km² (3.400.000 Ha) et malgré les fortes précipitations, le Moyen Atlas recense environ 56% de terres de parcours, impropres à l'agriculture, 24% de forêts et 20% seulement de terres SAU dont 2% irrigables. Les principaux facteurs limitants sont les basses températures en altitude et surtout la pauvreté des sols. La plus grande partie du territoire est formée de sols peu évolués et peu fertiles. 25 à 30% des surfaces sont « aptes à l'agriculture productive (classes II et III), ce qui représente seulement 4 à 5% de la surface totale du massif.

¹ SNAT. « Les orientations », page 15.

La forêt couvre un quart de la surface totale (865.151 Ha). Elle occupe plus de la moitié du territoire des communes du Plateau central, et près de un tiers des surfaces comprises entre le dir et le Moyen Atlas plissé. Elle disparaît par contre presque totalement dans la vallée de la Moulouya en raison de l'aridité naturelle et de la surexploitation fourragère.

Les principaux écosystèmes forestiers sont :

La chênaie, qui couvre environ 600.000 ha, surtout sur la bordure Ouest du massif, du Tazzeka au Plateau Central, où se trouvent les plus grands massifs. Elle disparaît progressivement vers l'Est et ne dépasse pas le Moyen Atlas Plissé. Le chêne vert est surtout exploité en taillis et fournit essentiellement du charbon de bois, du bois de feu et du fourrage. , Plus fortement valorisée le chêne liège est présent aux extrémités du massif, (Tazzeka, Plateau Central). Le chêne Zeen, qui s'étend sur 10.000 ha seulement, autour d'Ifrane et d'Azrou (forêt de Jaaba) est la seule variété produisant du bois apte au sciage.

La cédraie est certainement l'écosystème emblématique du massif. Elle se développe au dessus de 1500 mètres d'altitude, particulièrement dans la partie tabulaire (provinces d'Ifrane et de Khénifra qui recensent 102.000 ha). D'autres sites exceptionnels mais plus réduits peuvent être observés dans la région du Tazzeka et près de Tafferte (province de Taza). La cédraie du Moyen Atlas, qui est la plus grande de toute la région méditerranéenne, couvre environ 133.000 ha.

Les thuyas en basse altitude et les **genévriers**, en haute altitude, sont les autres essences nobles qui s'étendent chacune sur environ 50.000 ha, en peuplements souvent associés aux autres espèces.

Les pins couvrent une partie croissante mais encore modeste du total (120.000 ha). Cette essence est utilisée dans les reboisements, en raison de ses faibles exigences écologiques et de sa résistance aux sécheresses

Comme on le verra dans un chapitre ultérieur, la forêt, qui est indispensable à l'équilibre hydrologique national, et qui est une valeur écologique inestimable, est fortement agressée en raison de la pression des besoins de la population.

Les parcours occupent le reste de la surface du Moyen Atlas. Utilisés extensivement par des troupeaux de petits ruminants, leur valeur fourragère est en général médiocre, tant à cause de limitations climatiques que d'une vieille habitude de surexploitation des ressources naturelles entretenue par les parcours collectifs.

Dans l'ensemble on voit que le milieu naturel est peu favorable à une exploitation intensive par la population du massif, mais d'une valeur inestimable sur le plan national comme garant de l'équilibre hydrologique et comme conservatoire de la biodiversité. Cette appréciation paradoxale explique que le massif vive, depuis des décennies, dans une situation caractérisée par une tension permanente entre les besoins de la population locale, qui poussent vers la surexploitation, et les impératifs de la conservation de valeurs écologiques au niveau national, qui imposent des limitations d'usage.

Planche 2 : Forêts

2.3 Modes de mise en valeur et diagnostics sectoriels

2.3.1 La mise en valeur des forêts

Comme le montre le tableau suivant, les forêts sont réparties de façon relativement uniformes dans toutes les parties du massif, sauf la zone du plateau central, où elles sont beaucoup plus étendues, et la province de Boulemane d'où elles sont quasiment absentes dans la vallée de la Moulouya.

Surfaces forestières par Province

Provinces	Surf totale des forêts	Chênaies	Cédraies	Autres conifères	Autres	Surf totale des communes	Forêts en % du total
Khénifra	340'444	237'511	54'772	23'772	24'389	1'229'850	28
Ifrane	95'156	52'635	37'602	353	4'566	326'600	29
El Hajeb	13'499	10'907	0	0	2'592	51'500	26
Sefrou	109'303	72'211	4'172	21'331	11'589	372'200	29
Boulemane (parti	79'131	52'000	6'068	18'393	2'670	1'002'200	8
Taza (partiel)	136'394	76'162	5'399	45'179	9'654	542'000	25
Khemisset (partie	91'462	53'848	0	11'001	26'613	172'200	53
Moyen Atlas	865'389	555'274	108'013	120'029	82'073	3'696'550	23
Répartition en %	100%	64	12	14	9		

Source: Ministère chargé des Eaux et Forêts. Atelier relatif à la préservation et à la gestion durable des ressources naturelles. Rapport de synthèse. Annexe 1.

Ces forêts sont domaniales et mises en valeur selon des règles précises et bien connues, appliquées par les Services des Eaux et Forêts.

Les principaux produits sont le bois d'œuvre (cèdre), le bois industriel (chêne), le bois de feu et le liège.

Les coupes de bois, adjudgées par les Services des Eaux et Forêts, concernent annuellement environ 65.000 m³ de bois d'œuvre, et 271 472 stères de bois de feu.

La production formelle ou légale, conforme à ces règles, peut être résumée de la façon suivante :

- Le **bois d'œuvre** est essentiellement du cèdre. Les ventes légales représentent moins de 1 m³/ha, ce qui est nettement inférieur à la production qui peut atteindre localement jusqu'à 5 m³/ha.
- Le **bois de feu** provient principalement des chênaies. Les marchés sont adjudgés à des grossistes et à des coopératives qui procèdent à la carbonisation. Dans la province d'Ifrane, pour éviter des prélèvements sauvages, une partie du bois de feu est vendu aux communes à un prix de 200 DHs le stère, inférieur à celui du marché (600 DHs/ stère).

L'exploitation formelle se fait de façon prudente. Dans l'ensemble, elle se situe bien au dessous de la capacité de renouvellement de la forêt. Cette gestion adéquate est cependant mise en échec par des pratiques illicites de surexploitation des produits forestiers qui constituent aujourd'hui la plus grande partie des prélèvements.

Les prélèvements illégaux de bois de feu sont facilités par la loi qui accorde aux riverains de bénéficier du droit de ramasser le bois mort. Cette pratique ouvre la porte à des abus généralisés, en raison des difficultés de contrôle. On estime ainsi que les prélèvements illicites de bois de feu sont aussi importants que les prélèvements légaux. La forêt est ainsi surexploitée, bien au-delà de la capacité de renouvellement. Le capital ligneux diminue ainsi régulièrement.

La surexploitation illicite du cèdre est également préoccupante. Elle est surtout le fait de bandes organisées et bien équipées, qui assurent, en se heurtant parfois violemment aux gardes forestiers, l'abattage et le transport des arbres hors du massif.

Ces pratiques s'expliquent par la part encore importante que le bois occupe dans le bilan énergétique national : environ 30 %, et par la pauvreté de la population du massif, qui essaie d'améliorer ses revenus à court terme aux dépens du capital ligneux, et met en péril la forêt à long terme.

L'autre menace principale est le surpâturage en forêt. Dans l'ensemble du Moyen Atlas le cheptel dépasse la capacité fourragère des terres de parcours, et la forêt est fortement mise à contribution pour faire l'appoint.

On estime ainsi que selon les provinces, la forêt fournit 20 à 30 % des besoins alimentaires des troupeaux. Le taux de surpâturage est estimé à 50 % au moins dans les forêts de la province de Khémisset, et à plus de 30% ailleurs.

Le patrimoine forestier ne constitue plus aujourd'hui un facteur de croissance pour l'économie régionale. Ce domaine forestier d'une valeur inestimable sur plan national, n'est pas vraiment une source de richesse pour le massif. Il joue un rôle essentiel pour assurer la persistance de pratiques pastorales extensives et peu respectueuses de l'environnement dont vivent des centaines de milliers d'habitants.

Il est donc essentiel, pour le maintien de l'équilibre régional et national à l'avenir, d'enrayer le processus de dégradation qui s'est installé.

2.3.2 L'élevage

55% des surfaces du massif ne sont exploitées et exploitables que par l'élevage. Celui-ci constitue aujourd'hui comme autrefois la base véritable de la société et de l'économie du Moyen Atlas, et détermine les modes de vie de la population. La région recense environ 3.600.000 petits ruminants, soit en moyenne une tête par ha et 120.000 bovins environ, en lente augmentation.

L'élevage des petits ruminants est conduit selon des modes extensifs, faisant largement recours aux ressources fourragères gratuites de la forêt et des terres collectives.

La grande région moutonnaire est la Province d'Ifrane. Les troupeaux y sont de plus grande taille (environ 100 têtes en moyenne), la densité élevée (2,5 têtes/ha de surface totale, 8,6 par ha de forêt). Les terrains de parcours hors forêt sont réduits et la complémentation par des céréales modeste. La pression sur la forêt est maximale dans cette région. L'image est semblable dans les provinces de Sefrou, El Hajeb et Khénifra, avec des troupeaux plus petits et une charge moins forte sur le territoire. Les parcours sont deux à trois fois plus importants et la pression sur la forêt moins intense, mais toujours sensible.

Dans la zone du Moyen Atlas plissé oriental (Boulmane et Taza), les formes d'élevage sont nettement plus extensives. Les densités s'abaissent en dessous de la moyenne régionale et la pression sur la forêt est moins forte (Boulmane 8,9 têtes/ha de forêt, Taza 2,5).

Enfin le Plateau Central offre une image encore différente avec de petits troupeaux (30 têtes), vivant en grande partie dans la forêt où ils sont la cause d'une très grave dégradation.

L'élevage des bovins reste marginal et les indicateurs ne dépassent pas les moyennes nationales. Malgré des aptitudes qui paraissent à priori favorables, on ne constate pas de spécialisation du massif dans cette direction.

Dans l'ensemble l'élevage des petits ruminants dans le massif est conduit de façon archaïque et son avenir est très préoccupant, si des modifications ne sont pas apportées à court terme.

Les parcours, exploités le plus souvent collectivement et sans régulation ni contrôle effectif, se dégradent très rapidement, malgré les efforts engagés pour les restaurer et les améliorer, dont les effets sont vite anéantis par une augmentation de la charge de bétail. Même les moyens modernes (transport des troupeaux par camion et de l'eau par citernes, contribuent à l'appauvrissement du couvert végétal car ils entraînent le maintien des bêtes plus longtemps sur des pâturages qu'elles devaient autrefois quitter après épuisement des ressources en eau.

La dégradation progressive des ressources a engagé cette activité dans un cercle vicieux dont il sera difficile de sortir.

Les modes de conduite des troupeaux sont orientés vers la subsistance du plus grand nombre possible d'animaux, et non pas vers l'optimisation de la production. Les performances économiques sont faibles. La majorité des éleveurs, en dépit de cette surexploitation des ressources, ne dispose que du minimum vital et vit dans des conditions difficiles d'éloignement, d'isolement et de sous équipement.

Techniquement et économiquement. Il existe des possibilités de rationalisation de l'élevage, qui reste malgré ses défauts actuels, l'activité la mieux adaptée au milieu montagnard. L'avenir passe par une amélioration de la qualité et de la valeur des animaux, élevés plus rationnellement en utilisant une complémentation adaptée, avec des densités réduites permettant une restauration puis un maintien des ressources fourragères.

Ces améliorations sont difficiles à mettre en œuvre, car elles impliquent une diminution de la charge humaine et la migration géographique ou professionnelle d'une partie importante des éleveurs.

Cette transformation, souhaitable aussi bien au niveau régional (amélioration des conditions de vie, augmentation de la valeur des produits, restauration de conditions d'exploitation durable) qu'au niveau national (maintien des forêts préservation du château d'eau, conservation de la biodiversité et de l'équilibre écologique) ne pourra probablement pas être réalisée sans un apport net de ressources (y compris financières) en provenance des autres régions du pays.

Planche 3 : Elevage

2.3.3 L'agriculture

Sauf dans le « dir » (zone bordière Nord Ouest) les conditions générales sont peu favorables à l'agriculture. La rudesse du climat, la pauvreté des sols, le déficit hydrique estival sur les zones calcaires, et la proportion réduite de la surface agricole utile (SAU : 20 % de la surface totale) limitent sévèrement la production agricole dans presque tout le massif. La surface irriguée est très limitée (2,5% du total). Château d'eau du Maroc, ce massif ne tire lui-même que de faibles bénéfices de cette abondante pluviosité.

Une analyse plus fine de la situation au niveau des communes montre un contraste assez frappant entre les communes du Centre et du Sud du Moyen Atlas, qui ont presque toutes moins de 22 % de SAU, et les communes de la bordure Nord Est, où les terres et les conditions climatiques sont plus généreuses et qui assurent la plus grande partie de la production.

Les céréales produites dans le massif sont estimées à 167 kg/hab. Or la consommation moyenne nationale est de 210 kg/hab, et la moyenne des zones rurales 240 kg/hab. La céréaliculture est donc incapable de couvrir les besoins de la population, et évidemment de dégager des excédents pouvant être commercialisés ou utilisés pour le bétail. On se trouve donc face à une activité de subsistance qui se maintient faute d'alternative plus efficace économiquement.

Les légumineuses (fèves, pois chiches, lentilles, petits pois) sont associées à la culture des céréales, et couvrent 3% de la surface du massif. Elles n'obtiennent que des rendements faibles, en raison de techniques médiocres et n'utilisant quasiment pas les engrais.

Les systèmes de production sont dans leur majorité archaïques. Ils reposent sur l'alternance de céréales et de jachères, qui couvrent ensemble plus de 80% de la SAU, avec de faibles, voire très faibles rendements (3 à 15 q/Ha). Les conditions se dégradent du piémont vers l'intérieur du massif. Plus on avance dans la montagne et plus la prépondérance des céréales s'accuse. Cela s'explique par leurs faibles exigences en matière de conduite des cultures et par leur prépondérance dans l'alimentation humaine et animale. Plus la zone est éloignée et enclavée, plus elle recherche l'autarcie alimentaire, même avec des rendements dérisoires.

Les spéculations agricoles traditionnelles sont donc, comme l'élevage, dans une situation critique. Elles assurent à grande peine la survie des agriculteurs trop nombreux et ne permettent actuellement pas de réunir les moyens et les capitaux nécessaires à une amélioration des techniques culturales et de la valorisation des produits.

Par contre, des cultures relativement nouvelles dans le massif ont rencontré au cours des dernières décennies, un succès remarquable : les cultures maraîchères et l'arboriculture.

Les cultures maraîchères principales sont celles de la pomme de terre localisées dans la haute Moulouya et la vallée du Guigou. Elles obtiennent des rendements importants avec de bonnes pratiques culturales. La production totale est estimée à environ 100 Kg par habitant du massif (sur 3% de la surface !). Leur extension est possible et offre de belles perspectives, mais exigent des moyens financiers (les frais de culture sont importants) des ressources en eau (surtout pour la production d'été), et des semences sélectionnées (pommes de terre). Ces trois facteurs deviennent rares dans le massif.

L'arboriculture, contrairement à la céréaliculture, trouve d'excellentes conditions générales dans le Moyen Atlas. Les rosacées en particulier (pommes, poires, cerises) couvrent des surfaces importantes et croissantes : 1076 ha en 1976 ; 10.550 en 2000. De nouvelles

espèces ont été introduites avec succès au cours des dernières années : amandier, pêcher, prunier, noyer. Les productions fruitières ont encore de grandes potentialités de développement dans toutes les zones du massif.

Toutefois ces spéculations agricoles nouvelles se heurtent aussi à des limites climatiques et techniques. Elles demandent surtout des capitaux importants et des quantités d'eau élevées. Elles sont donc surtout accessibles à des producteurs étrangers au massif, disposant des moyens nécessaires à l'aménagement des terrains, aux plantations, à la mise en œuvre de systèmes d'irrigation économes en eau, et pouvant attendre pendant des années le début de la production. Enfin dans certaines zones l'introduction et le succès de ces cultures modernes a entraîné localement la surexploitation des ressources en eau.

Une autre culture importante dans les zones bordières du massif est celle de l'olivier. Cette culture traditionnelle couvre des surfaces importantes, mais souffre de son ancienneté. En outre les producteurs d'olives du Moyen Atlas sont soumis, comme tous ceux du Maroc, à des contraintes propres à la filière oléicole : vieillissement des unités industrielles, difficultés à concurrencer les huiles d'importation, inorganisation des relations directes entre producteurs et industriels, etc. Dans l'ensemble, il y a un grand potentiel d'amélioration, surtout dans la zone bordière Nord Est, mais il se réalise difficilement dans le marasme général de la filière.

La majorité des actifs dans le secteur agricole sont de petits exploitants (5 à 10 ha en moyenne en bour), travaillant des terres melk qui leur appartiennent, recourant presque exclusivement à la main d'œuvre familiale fortement sous occupée, avec un équipement rudimentaire (2200 tracteurs pour tout le Moyen Atlas, 161 moissonneuses, 6650 motopompes, etc.). Il s'agit d'une paysannerie pauvre, sans possibilité d'épargner les capitaux nécessaires à l'amélioration de leurs moyens de production, et d'amorcer un processus de modernisation.

Seules font exception les exploitations, encore peu nombreuses mais en expansion, qui se sont vouées à la production arboricole et dans une mesure moindre, au maraîchage. Elles contrastent fortement avec les premières par leur taille, les capitaux disponibles, les techniques modernes utilisées et leur capacité à commercialiser les produits dans des conditions efficaces. Il s'agit d'une agriculture moderne et prospère, intégrée dans les circuits économiques nationaux et internationaux, mais dont les propriétaires ne résident pas (ou plus) dans la montagne. Elle concurrence assez peu l'agriculture traditionnelle dont elle diffère complètement, mais les exploitations se concurrencent durement entre elles, dans des zones définies et encore assez réduites (par exemple la Haute Moulouya ou la région des lacs proche d'Ifrane et d'Imouzzer), en matière de terres irrigables et surtout d'exploitation des eaux souterraines.

En conclusion l'agriculture de la région du Moyen Atlas est dans son ensemble dominée par des modes d'exploitation hérités du passé, basés sur la culture des produits vivriers indispensable à la survie, dans des conditions défavorables. L'évolution des systèmes de production est limitée par l'enclavement, les coûts des transports et les mauvaises conditions de commercialisation.

A l'autre extrémité de l'éventail, on observe un nombre réduit d'exploitations qui se sont orientées vers des productions destinées à la vente sur les marchés extrarégionaux et pour lesquelles la montagne offrait des conditions particulièrement favorables. C'est le cas de l'arboriculture et notamment des rosacées, qui ont connu un grand succès dans certaines zones bien situées sur les axes principaux et disposant de ressources en eau souterraine.

Enfin une minorité d'exploitations ont pu évoluer progressivement et par leurs propres moyens des cultures de subsistance vers des cultures de vente plus rentables : il s'agit principalement du secteur des cultures maraîchères (pomme de terre dans la vallée du Guigou) et de systèmes associant l'olivier et la céréaliculture dans les terres bordières du dir et particulièrement des collines de la région entre Sefrou, Skoura, El Menzel et Tahla, dans la partie orientale de la chaîne. On peut aussi citer parmi ces zones agricoles en mutation les cultures irriguées qui jalonnent le cours de la Moulouya, entre Missouri et Outat el Haj.

Planche 4 : Agriculture

2.3.4 Milieux naturels et biodiversité

Les milieux montagnards ont vu leur valeur environnementale augmenter progressivement au fur et à mesure que les nuisances et les pollutions venaient dégrader les autres parties du territoire et notamment les grandes zones urbaines. Des valeurs longtemps sous estimées, comme la pureté de l'air, le silence, la tranquillité, le contact avec la nature, la diversité de la végétation et de la faune, sont aujourd'hui des éléments indispensables à l'équilibre écologique du Royaume. Préservées des formes les plus dures du développement les montagnes sont ainsi devenues des sanctuaires et des conservatoires de la vie naturelle.

Le Moyen Atlas ne fait pas exception à cette règle et comprend de nombreux sites dont la sauvegarde et la préservation sont désormais reconnues comme nécessaire au plan national. La remarquable étude du « plan directeur des aires protégées du Maroc »² a identifié dans le massif de nombreux sites d'intérêt biologique et écologique (SIBE). Ces sites sont localisés sur la planche N° 6.

Ils sont remarquables par leur faune et leur flore et devraient être protégés et gérés avec beaucoup de précautions, pour être maintenus et transmis dans le meilleur état de nature possible aux générations futures. Quelques-uns, qui couvrent des surfaces importantes notamment le parc national d'Ifrane, se prêtent aussi à une mise en valeur et peuvent devenir les centres autour desquels se développeront des activités touristiques rentables, comme dans les pays plus industrialisés.

Le Moyen Atlas est aussi riche en paysages exceptionnels, modelés aussi bien par la nature que par les activités humaines. Ces zones plus étendues et de moindre valeur scientifique que les SIBE, représentent aussi d'importantes ressources économiques. L'évolution des montagnes dans les pays développés montre clairement que celles qui ont su conserver ces valeurs écologiques et paysagères sont celles qui ont le plus facilement retrouvé une économie prospère, grâce au tourisme de nature. Il n'est pas douteux que le Moyen Atlas verra aussi se développer ces activités, déjà amorcées dans les provinces d'Ifrane et de Sefrou, au fur et à mesure de l'industrialisation et de l'urbanisation du Maroc, à condition qu'il préserve la qualité de ses sites et son équilibre écologique.

² Ministère de Eaux et Forêts/SECA-BCEOM : « Plan directeur des aires protégées du Maroc ». Rabat 1994-1996.

Planche 5 : Milieux naturels et biodiversité

2.3.5 Conclusions

Du point de vue des ressources naturelles et de leur mise en valeur agricole et forestière, la situation du Moyen Atlas correspond exactement à celle décrite dans le Rapport Général de Prospective. « 50 ans de développement humain. Perspectives 2025 » : *La pression excessive sur les ressources naturelles, au-delà de leur capacité de renouvellement, a épuisé ou fortement réduit cette capacité. Ceci a en retour aggravé la pauvreté. Un tel cercle vicieux risque d'engendrer des situations où la pauvreté subsistera, avec des ressources irrémédiablement épuisées ou dégradées. Il y a là un conflit entre les intérêts immédiats des individus (les usagers) et ceux qui de la collectivité ; conflit qui a été constamment traité dans l'adversité et qui en a engendré un autre entre l'usager qui prélève et l'Administration qui surveille , protège et sanctionne. Or lorsque la pression sur les ressources naturelles constitue l'unique forme de subsistance, à défaut de sources de revenus alternatifs, cette gestion dans l'adversité devient inefficace en termes de protection et inapplicable dans ses composantes répressives ».*³

Le Moyen Atlas est actuellement dans cette situation. Il recèle pourtant des possibilités d'amélioration et des atouts importants pour soulager la pression sur les terres en développant des activités non agricoles comme on le verra dans le chapitre suivant.

³ « L'avenir se construit et le meilleur est possible. Document de synthèse du Rapport Général ». 50 ans de développement humain : Perspectives 2025. Page 22.

3. VILLES ET ACTIVITÉS NON AGRICOLES

3.1 Villes et réseau urbain

Le Moyen Atlas est resté longtemps une terre de nomadisme et de transhumance, parcourue par les troupeaux des tribus, mais dépourvu d'établissements humains fixes. Les villes intérieures au massif sont rares et leur développement ne remonte pas au-delà de la période du protectorat (Midelt, Azrou, Ifrane, Khénifra, El Hajeb) ou à la fin du vingtième siècle (Missour). A l'exception d' Azrou, elles n'ont encore que des relations assez peu denses avec leur hinterland et ne se sont pas imposées comme des centres économiques considérables, en raison de la « concurrence » que leur livrent les villes périphériques du massif, comme Fès ; Meknès et Sefrou, plus importantes et plus anciennes. Même le réseau des villages est de constitution récente. Enfin le Moyen Atlas, au cours de l'histoire, a été mis en valeur par des tribus venant du Sud et dont les territoires s'organisaient transversalement à la chaîne, jusqu'à l'azaghar. L'organisation actuelle des infrastructures et le découpage administratif reprennent et accentuent ce découpage en bandes parallèles Nord Est- Sud Ouest. Il est donc difficile d'établir une véritable solidarité économique entre les différentes parties de la chaîne et de développer à l'intérieur de la montagne des pôles urbains importants.

Le réseau urbain interne au Moyen Atlas est constitué de villes petites ou moyennes, situées sur des axes conduisant à des villes plus importantes dont elle ne sont guère éloignées. Elles peuvent donc difficilement développer des activités de services compétitives. En outre, le découpage administratif et la volonté de l'Etat de soutenir la création d'emplois dans ces zones déshéritées, a conduit à la création de « villes administratives » qui se concurrencent souvent et s'empêchent mutuellement d'accéder à un niveau plus élevé dans la hiérarchie urbaine : les cas de Midelt et de Missour, de El Menzel, Ribat et Kheir et Tahala, d'Ifrane, El Hajeb et Azrou sont des exemples de cette dispersion des services publics, qui diminue effectivement les chances de voir apparaître des pôles de croissance forts.

Dans ce contexte peu favorable à la croissance urbaine, seule Taza dépasse 150.000 habitants, et Khénifra (avec Amalou Ighriben) atteint juste 100.000 (en 2004). Ces deux villes sont marginales par rapport au massif et leur croissance est due aux effets de la circulation sur les axes Oujda Fès et Fès Marrakech plutôt qu'à leur position par rapport au Moyen Atlas.

Les autres villes restent très modestes comme le montre le tableau suivant.

Population des villes du Moyen Atlas

	1971	1982	1994	2004
Chef lieux de provinces				
Taza	55157	83398	120917	139686
Khenifra + Amalou	25526		83030	101649
Sefrou	28607	38833	54163	64007
Missour	1635	6318	12777	29978
El Hajeb	12601	19338	23369	27667
Ifrane	6014	7717	11209	13074
Total	129540	155604	305465	376061

Villes à fonctions économiques

Azrou	20756	31471	40808	47540
Midelt			38986	44781
Mrirt	4837	28152	25942	35196
Tahala	2823	11122	20147	25655
Total	28416	70745	125883	153172

Petites villes

Imouzzer Kandar	4475	7018	11555	13745
El Menzel	4719	6617	10785	11484
Bhalil	6633	7219	10678	11638
El Kebab	4188	6223	8106	16719
Aït Ishak	4158	6952	10457	19624
Aguelmous	1655	4092	9062	11390
Boumia		4292	8821	12444
Outat El Haj	1800	5513	9987	13945
Ribat El Kheir	2020	5205	8737	12654
Total	29648	53131	88188	123643

Total villes du Moyen Atlas	187604	279480	519536	652876
--	---------------	---------------	---------------	---------------

On voit que le taux d'urbanisation est encore peu élevé dans le massif montagneux, mais que les villes progressent même les plus petites. Malheureusement, dans beaucoup d'entre elles cette augmentation de population est plus rapide que celle de l'offre d'emplois et se traduit par une hausse du chômage, une aggravation de la pauvreté et la prolifération de l'habitat non réglementaire.

Les villes sont aujourd'hui encore organisées selon les axes historiques. Meknès, El Hajeb, Azrou, Midelt jalonnent l'axe principal du massif et recensent avec Ifrane, qui est proche, 133.000 habitants. Ces cinq villes font partie de 4 provinces différentes ; El Hajeb, la plus petite, est la seule qui regroupe l'ensemble des services publics d'une Province. Azrou les partage avec Ifrane et Midelt dépend de Khénifra, à laquelle seule des routes secondaires médiocres la relient. Dans ces conditions il n'est pas étonnant qu'elles ne forment pas une armature efficace pour le développement régional, dans le centre du massif,

Les autres parties du réseau urbain sont également faibles. Au Sud, Khénifra reste une « ville d'Etat » promue par ses fonctions administratives, mais les activités privées peinent à prendre le relais de la croissance. Le cadre urbain médiocre, dont l'aménagement est encore rendu plus difficile par le fait qu'une partie de la ville (Amalou Ighriben) est gérée par une commune rurale, devra être impérativement mis à niveau pour que la ville puisse profiter de sa position centrale. Elle est la seule ville digne de ce nom dans toute la partie Sud du Massif, relayée par de petits centres (Mrirt, El Kebab, Kerrouchen,). Son rayonnement

régional est limité, car l'attrait de Meknès est fort sur une grande partie de sa province (Mrirt, Midelt).

Dans le Moyen Atlas Oriental la situation n'est guère différente : Taza est la seule ville de cette région. Les autres localités importantes sont des petits centres administratifs ou des « villes rurales », Tahala, Ribat El Kheir, Immouzzar des Marmouchas. Les difficultés de pénétration de la montagne, la faiblesse et le mauvais état des réseaux routiers, l'absence de voie traversante réduisent les possibilités de développement d'activités non agricoles importantes dans ce réseau embryonnaire.

Enfin, la ville de Sefrou, promue chef lieu de Province, dispose de meilleurs atouts pour devenir un satellite industriel et touristique, peut-être même résidentiel de Fès. Ses fonctions économiques par rapport à son arrière-pays sont très limitées, à cause de la proximité de la capitale régionale qui offre évidemment des services plus spécialisés.

Planche 6 : Villes et réseau urbain

3.2 Activités non agricoles

Seules les villes ont des activités non agricoles qui dépassent les besoins quotidiens en commerces de proximité et les services publics de base.

Dans l'ensemble, les communes urbaines du massif recensent 90.000 emplois non agricoles et 33.000 emplois agricoles (1994). En 2004 ces chiffres sont respectivement passés à 134.835 et 43.100. Plus de la moitié des emplois urbains non agricoles sont recensés dans les secteurs du commerce, services et communication, dont on sait qu'il est souvent le fait de micro-entreprises du secteur informel. Ces activités sont certainement utiles sur le plan social, puisqu'elles répartissent les revenus régionaux entre une multitude de petits prestataires de service, auxquels elles procurent des rémunérations proches du minimum vital. Mais elles ne constituent pas un véritable pôle de croissance économique. Les activités du secteur moderne, industrielles et celles du secteur commercial formel sont beaucoup plus modestement représentées : Les plus grandes localités urbaines du Moyen Atlas recensent ensemble à peine plus de 7 500 emplois dans l'industrie proprement dite. La région proche de Sefrou (Sefrou, Bhalil, El Menzel, Imouzzar du Kandari) en regroupe près de 2000. Dans les autres communes urbaines du massif de tels emplois on trouve : Azrou ne compte 764, Kénifra 555, Midelt 300, El Hajeb 420, Mriat 330, et moins de 200 dans les autres localités.

Ce secteur trouve donc des conditions difficiles d'épanouissement dans le Moyen Atlas, mais a de belles perspectives de développement si on parvient à mieux mettre en valeur les productions régionales agricoles et pastorales.

Le réseau urbain fonctionne plus aujourd'hui comme un réseau de distribution de biens et de services que comme un instrument de mise en valeur de la production locale et de création de richesses. Le renversement de cette tendance et l'introduction de fonctions productives sont les enjeux du développement régional.

3.3 Production des services

A côté des fonctions de production, les villes sont surtout des lieux de prestation de services, publics et privés pour les entreprises et la population régionale.

Les services aux entreprises ne sont pas très développés dans le massif. Les villes de la bordure Sud Ouest (Azrou, Sefrou, El Hajeb, Khénifra et Taza) rassemblent presque toute l'offre dans ce domaine (enseignement technique et professionnel privé et public, experts comptables, avocats, notaires, fournitures de bureau et services d'entretien, transports et logistique). Ce secteur dit de « l'intermédiation » occupe 200 à 500 personnes dans ces centres, et il est presque totalement absent des autres localités urbaines du massif. C'est la conséquence de l'isolement et du faible volume de l'économie moderne, mais c'est aussi la cause d'une relative inertie de l'économie. Les investisseurs et les créateurs d'emplois préfèrent se localiser dans les villes plus importantes et mieux desservies du piémont, lorsque la proximité des matières premières régionales n'est pas impérative. Même l'industrie du bois est localisée près des marchés et des ports (Casablanca) et non près des forêts. L'abattage et la commercialisation de la viande se fait aussi près des lieux de consommation et non sur les sites de production, etc.

Les services à la population sont nettement plus dispersés et plus également répartis, mais la situation du massif reste globalement très inférieure aux moyennes nationales. Les services publics sont localisés dans les petites villes et la plupart des villages centres, et

dans les chefs-lieux de commune, mais souvent l'équipement ne dépasse pas le niveau de base (écoles primaire, centres de santé).

Les cartes montrent que si tout le Moyen Atlas est couvert par un réseau de services publics, c'est une desserte « à grandes mailles ». Pour la plupart des communes, et surtout pour les douars éloignés et enclavés, l'accès aux services publics demande de longs trajets, et la scolarité secondaire impose aux élèves le séjour à l'internat ou chez des parents ou amis. Au-delà du niveau du collège seules les villes, et parfois les centres de très grandes communes rurales à population dispersée (Moulay Bouazza, Tounfite, Aït Sebaa Lahrouf, etc.) assurent le service.

Compte tenu de l'enclavement de nombreuses communes et de presque tous les douars périphériques, l'accès aux services publics est probablement le handicap le plus durement ressenti par la population de la région. Il est souvent doublé par un déficit au niveau des infrastructures (électricité et eau potable) qui accentue encore les disparités de chances entre la population montagnarde et celle des plaines et surtout des villes du Maroc. Enfin on a souvent observé que les établissements publics les plus écartés fonctionnent difficilement faute de personnel qualifié.

Les mêmes handicaps se retrouvent au niveau des services privés, qui sont freinés dans leur développement par l'enclavement, la petite taille de la clientèle des sous régions et son bas niveau de solvabilité. La demande pour de tels services est faible même dans certaines villes chefs-lieux de province : Missour est certainement la ville la plus démunie à cet égard en services sanitaires privés (médecins spécialisés, dentistes, commerce spécialisé). Seules les villes situées sur les deux axes principaux, qui bénéficient d'un certain trafic de transit et de mouvements de touristes sont un peu mieux loties (Azrou, Ifrane, Sefrou, Khénifra et naturellement Taza). Dans le centre du massif, Midelt est seule à offrir un embryon de services de ce type.

Le faible niveau des équipements au service de la population et des entreprises, est certainement le handicap le plus étroitement lié à, et également provoqué par, la situation montagneuse de ce territoire. Il est l'expression de trois grands types de contraintes : limitation de la production en raison des facteurs physiques (climat, sols, etc), limitation de circulation (enclavement) et pauvreté générale de la population (demande insuffisante pour « rentabiliser » des services mieux répartis).

Il faut cependant tenir compte que, dans une politique de développement, la faiblesse des équipements publics et des infrastructures est aussi un frein terriblement efficace à la croissance. Sous équipement et enclavement empêchent de mieux mettre en valeur les ressources naturelles. Ils sont un obstacle à la réorientation et à l'ouverture de l'économie agricole vers les marchés extérieurs. Les difficultés d'accès à l'éducation supérieure obligent les jeunes les plus intelligents et les plus ambitieux à migrer vers les villes dès l'adolescence, et privent la région d'une partie de ses meilleurs éléments.

Or ces services dépendent largement de l'action de la puissance publique. A cet égard leur amélioration représente un des moyens que l'Etat aurait pour réduire les déséquilibres entre les régions montagneuses et le reste du pays. Cet aspect sera développé dans la stratégie de développement et dans les mesures institutionnelles et financière, aux chapitres suivants.

Planche 7 : Production des services

4. STRATÉGIE D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU MOYEN ATLAS

4.1 Stratégie générale d'aménagement

4.1.1 Préserver et mettre progressivement en valeur les supports du développement durable

Comme cela apparaît de façon très pertinente dans le rapport sur le développement humain cité, la surexploitation n'est pas une solution durable, mais au contraire elle marque « le début de la fin » en initiant un cercle vicieux fatal, qui ne peut s'achever que par la dégradation définitive des bases de la vie dans le massif et une paupérisation progressive de ses habitants.

Il faut donc réorienter les actions de tous les opérateurs pour préserver puis mettre en valeur les éléments qui peuvent assurer une économie stable et durable et le progrès social dans le Moyen Atlas.

L'exemple des montagnes de pays plus développés, qui ont dû affronter il y a quelques décennies la même problématique (surexploitation des ressources par une population pauvre et enclavée) montre clairement que le progrès est venu du développement d'activités non agricoles (notamment touristiques) de la réorientation des productions vers des produits spécifiques et de la mise en valeur des milieux montagnards (forêts, pâturages, eaux vives, air pur, produits naturels et biologiques, etc).

Même si cette évolution peut encore nécessiter une ou deux décennies au Maroc, elle doit fixer l'objectif à long terme de l'aménagement : préserver d'abord, puis restaurer les milieux montagnards menacés de dégradation, puis les mettre en valeur en s'appuyant au maximum sur ce qu'ils peuvent offrir d'unique et de complémentaire à la clientèle des populations urbaines, au niveau national et international.

La vraie richesse de la montagne, au 21^e siècle, ce sera de répondre à des besoins nouveaux croissants qui trouvent leurs racines dans l'industrialisation et l'urbanisation du reste du territoire. Au fur et à mesure que celles-ci s'accroîtront, la demande adressée au milieu montagnard augmentera et se dirigera vers des produits et des services spécifiques. Pour pouvoir répondre à cette demande future, il est naturellement primordial que le Moyen Atlas préserve ses milieux naturels. L'exemple européen montre clairement que la qualité du milieu physique est le principal facteur de développement des zones de montagne. C'est donc le premier objectif à long terme du Schéma d'Aménagement.

Il est vrai que la prospérité ne pourra être atteinte qu'au prix d'une diminution de population rurale et de migrations professionnelles vers des activités non agricoles, ou de l'émigration vers les villes du Royaume ou de l'étranger. La difficulté de la transition ne doit pas être sous-estimée. Le second objectif est donc de mettre en place des infrastructures et des équipements publics pour améliorer les conditions de vie et faciliter la mutation économique.

Nous décrirons dans les stratégies sectorielles et dans le plan d'action les mesures proposées dans ce sens.

4.1.2 Tenir compte des besoins au niveau national

Le schéma de développement et d'aménagement du Moyen Atlas doit naturellement tenir compte des besoins d'équilibre écologique et économique de l'ensemble du Royaume. Sa position, sa topographie et sa géologie en ont fait le principal fournisseur d'eau du pays, et un des pôles de la production d'hydroélectricité. Ces éléments sont d'intérêt national. Dans une certaine mesure, comme il est dit dans le Schéma National d'Aménagement du Territoire, « il ne serait pas abusif de dire que les atlas centraux (Moyen Atlas et Haut Atlas central) ne s'appartiennent pas totalement et qu'ils sont astreints à jouer en priorité un rôle national d'équilibre hydrologique »⁴. De ce point de vue l'aménagement doit viser à préserver la ressource au maximum, ce qui implique des actions visant à reconstituer au besoin le couvert végétal (forêts, parcours), à lutter contre l'érosion des bassins versants (mesures et pratiques agricoles anti-érosives, arboriculture en terrasses, etc.), à éviter toute source importante de pollution industrielle, à promouvoir des pratiques agricoles plus économes en eau et à traiter dans la mesure du possible les eaux usées urbaines en vue de leur réutilisation.

L'intérêt régional et l'intérêt général du Royaume convergent ainsi à long terme vers la mise en valeur de l'environnement, qui est la richesse spécifique et durable de ce massif. Ce résultat ne pourra pas être atteint sans que l'économie générale du Maroc ne mette en place des mécanismes financiers « compensatoires » pour faciliter la transition et la modernisation de l'économie et des modes de vie.

Les voies et moyens de cette politique indispensable de soutien à la montagne seront décrits dans le chapitre 7.

⁴ SNAT : « Orientations ». Page 64.

Planche 8 : Schéma général d'aménagement

4.2 Les politiques sectorielles liées à la mise en valeur du cadre naturel

4.2.1 Protection de l'environnement et de la forêt

Les actions préconisées par le « Programme Forestier National » sont particulièrement pertinentes pour le Moyen Atlas. Elles se situent dans un cadre général : « *La dégradation persistante (...) des espaces forestiers est un défi qui ne peut être relevé par les seuls acteurs forestiers* », mais qui implique hors de la sphère forestière, « l'ensemble des acteurs publics et privés »⁵. A ce titre la politique forestière s'inscrit clairement dans le cadre général de l'aménagement du territoire et les mesures proposées ne doivent pas être appréciées isolément du contexte formé par les propositions dans les autres secteurs et que le programme forestier résume ainsi :

- Solidarité entre l'aval et l'amont assurant le retour dans les zones de montagne d'une partie des revenus générés par les ressources qui en proviennent
- Mise en place de subvention favorisant la montagne et compensant les handicaps climatiques et géographiques
- Gestion des espaces sylvo-pastoraux sur une base contractuelle associant l'Etat et les usagers
- Création d'un fonds spécial pour le développement des régions de montagne
- Mise en place de structures permettant la gestion territoriale par massif

Dans ce cadre général, les mesures suivantes sont retenues par le SRAT :

Réduction des parcours en forêt : la charge des animaux et la durée de séjour dans les forêts doit progressivement être réduite de un tiers environ, pour faciliter la reconstitution des ressources fourragères renouvelables, puis maintenues à un niveau compatible avec celles-ci.

Réduction des prélèvements de bois de feu : pour revenir au niveau de l'exploitation durable, ces prélèvements devraient être réduits au moins de moitié.

Ces deux mesures ont des conséquences très dures pour les populations riveraines et ne pourront pas être appliquées que si elles sont précédées de mesures visant à créer des emplois et de revenus non agricoles pour les usagers, voire, comme le prévoit la loi, par des compensations financières directes en cas de mise en défens.

Renforcer la lutte contre les prélèvements et défrichements illicites de bois d'œuvre par des acteurs étrangers à la zone forestière et agissant parfois sous des formes « criminelles ». Ce durcissement ne porterait aucun préjudice aux populations locales, bien au contraire. La lutte contre ce pillage de ressources nationales est absolument nécessaire pour rendre la politique de préservation et de protection de l'Etat crédible auprès habitants et des usagers.

Ces mesures permettraient de restaurer la capacité de production de la forêt, en bois et en fourrage, puis d'établir un équilibre entre les ressources renouvelables et les prélèvements.

Elles demandent la prise en compte des intérêts légitimes des usagers de la forêt, et leur association aux programmes locaux, afin de mettre en valeur les produits secondaires et d'introduire de mesures équitables pour récompenser l'effort fourni afin de préserver le capital national que représente une forêt en bon état.

⁵ « Programme Forestier National. Synthèse ». Août 1999. Page 7

Planche 9 : Protection de l'environnement et de la forêt

4.2.2 Stratégie en matière d'élevage et de parcours

Le surpâturage entraîne une dégradation rapide du couvert végétal, surtout dans la partie la plus aride du Moyen Atlas (vallée de la Moyenne Moulouya), où la capacité de reconstitution des milieux est réduite. Le cercle vicieux dans lequel l'économie pastorale est ainsi engagée doit être rompu au plus vite.

La stratégie proposée pour cela passe par une réduction des prélèvements gratuits sur les milieux naturels, favorisés par le système de parcours collectifs. La diminution du sens des responsabilités des usagers et la perte d'autorité des collectivités ethniques ont créé une situation dans laquelle il est devenu impossible de faire respecter par les usagers la discipline indispensable à la pérennité de la ressource.

La stratégie à long terme proposée est clairement celle de la diminution des effectifs du cheptel, de l'augmentation de la qualité des petits ruminants et d'une conduite plus rationnelle de l'élevage, avec une utilisation adéquate de la complémentation. Cette politique, qui rejoint celle que l'ANOC⁶ préconise (et qui a démontré son efficacité économique et écologique auprès des membres qui l'appliquent dans la région du Moyen Atlas) demande une meilleure information des éleveurs et la diffusion de pratiques plus élaborées que le simple prélèvement sur le milieu naturel. Afin de produire tous ses effets, elle devra être accompagnée d'une amélioration de la commercialisation et de la valorisation des produits de l'élevage, qui sont aujourd'hui mis sur le marché de façon peu rentable.

Ces améliorations sont aujourd'hui nécessaires dans tout le massif, mais surtout dans les zones où la surcharge est manifeste et dans les parties arides (vallée de la Moulouya). Elles pourraient aussi être introduites avec succès dans le Moyen Atlas plissé, où suite à un fort exode rural, la compétition pour les parcours est un peu moins forte que dans le passé, et où des opportunités s'offrent pour la mise en place d'aménagements sylvo-pastoraux équilibrés.

⁶ Association Nationale des Ovins et Caprins.

Planche 10 : Stratégie en matière d'élevage et de parcours

4.2.3 Stratégie pour le secteur de l'agriculture

Le secteur agricole devra être progressivement réduit aux terres ayant des aptitudes moyennes et élevées et orienté vers les productions pour lesquelles les conditions sont les plus favorables. Les terres labourées marginales, cultivées en céréales pour la consommation domestique avec de faibles rendements, devraient être affectées plutôt à des cultures fourragères. En effet, compte tenu des caractéristiques du milieu, le Moyen Atlas devrait plutôt s'orienter vers une intensification de l'élevage et vers les cultures pour lesquelles le climat frais et humide constitue un avantage, l'arboriculture en particulier.

Cette dernière spéculation devra être développée en fonction des marchés intérieur et d'exportation, et conduite encore plus rationnellement en matière d'irrigation. Surtout les conditions de commercialisation devraient être améliorées (stockage en chambre froide, coopératives) pour éviter les ventes à bas prix en période de grande production, et surtout, les ventes prématurées au moment de la floraison, qui sont encore fréquentes pour les petits producteurs. Le réaménagement des filières par les associations de producteurs devraient ainsi permettre de conserver une plus grande partie de la plus value dans le massif montagneux (conservation, conditionnement, transformation).

Dans les zones de polyculture traditionnelle (dir et vallée du Guigou, zone de El Menzeh, Ribat el Kheir, Skoura) l'agriculture trouve déjà des conditions nettement plus favorables et elle est plus moderne et plus rentable. Des progrès peuvent être obtenus par une orientation plus marquée vers les marchés urbains (cultures maraîchères) et une meilleure gestion de l'eau d'irrigation.

Enfin dans toutes les parties du massif, il existe des possibilités de développer de petits volumes de productions spéciales (fromages, petits fruits, huiles aromatiques, élevages de cailles, pisciculture, etc.). La demande de produits de qualité supérieure « labellisés » augmente sur le marché intérieur, et ouvre des possibilités d'améliorer les revenus des paysans par des initiatives individuelles ou collectives.

Planche 11 : Stratégie pour le secteur de l'agriculture

4.2.4 Stratégie pour le développement du tourisme

Bien qu'il bénéficie généralement au Maroc d'un préjugé favorable, le Moyen Atlas n'a guère développé les activités touristiques. Seule la partie centrale, autour d'Ifrane, a connu un début de mise en valeur par des résidences secondaires et des colonies de vacances, à cause de son climat frais qui en faisait la résidence d'été des classes dirigeantes au cours du XXe siècle. Cette vogue est aujourd'hui moins marquée et la demande s'oriente vers d'autres formes de tourisme de montagne, plus actives et moins coûteuses.

Le tourisme de montagne progresse de façon régulière et importante dans le monde, et se développe déjà de façon réjouissante dans le Haut Atlas marocain. Le Moyen Atlas ne participe pas encore vraiment à ce mouvement, malgré la présence d'un potentiel considérable du point de vue climatique, paysager et naturel. Le Parc du Tazekka, malgré son intérêt, son ancienneté et les efforts qui ont été faits, n'a pas réussi, par exemple, à devenir un véritable pôle d'activité touristique.

Il faut donc mettre en place une stratégie nouvelle fondée sur deux produits : l'écotourisme et le tourisme rural dans l'ensemble du massif, et un tourisme de résidences secondaires et de séjour renouvelé dans la ville et les environs d'Ifrane.

Le développement de l'écotourisme a fait l'objet de plusieurs études récentes au Maroc. Toutes concluent que le potentiel existe, mais que la mise en œuvre tarde. En effet, contrairement au tourisme de station, l'écotourisme est une activité dispersée, très dépendante des initiatives locales et individuelles, difficile à financer par des capitaux bancaires, qui doit être réellement impulsée par la population. Le Ministère du Tourisme contribue à la coordination et à l'encadrement de ces initiatives, et fournit un appui en matière de mise sur le marché et de promotion dans le cadre des « pays d'accueil touristique » (PAT), dont celui d'Ifrane. D'autres régions se prêteraient bien à ce type de développement, qui vise d'abord une clientèle intérieure et familiale, et dans les régions les plus pittoresques, une clientèle internationale de niche. Ce type de tourisme doit offrir des produits de coût bas et moyen, des formes d'hébergement simples et peu coûteuses (adaptées au séjour familial) des loisirs simples (randonnée, promenade, piques niques, baignades dans les cours d'eau naturels, etc.). Ces éléments peuvent être mis sur le marché avec de faibles investissements, mais leur présence est indispensable pour que le touriste puisse découvrir les charmes de la région. L'absence ou la rareté de services même élémentaires rend cette activité touristique impossible (quel touriste, marocain ou étranger se hasarderait dans les immenses forêts du Moyen Atlas sans être guidé, ou en l'absence d'itinéraire clairement balisé ? où laisserait-il sa voiture plusieurs heures sans surveillance ? comment saurait-il à quels endroits on peut se baigner dans les rivières, ou pratiquer de sports d'eau vive ? etc.).

La stratégie vise donc à susciter ces initiatives locales, à mettre en place les services de base qui rendent la montagne accessible aux touristes, de mettre en valeur et d'entretenir (nettoyer) les principaux sites, d'investir dans les gîtes et l'accueil à la ferme et de créer ainsi des destinations touristiques typées et connues sur le marché, chacune avec son image et ses caractéristiques. Dans la partie des actions, ci-après, nous ferons des propositions pour chacune des sous régions.

Le cas d'Ifrane est particulier, car il s'agit d'une véritable station climatique de montagne, de caractère urbain et fortement orientée vers les résidences secondaires et une clientèle de haut standing. Elle en correspond ainsi plus à la définition de l'écotourisme et n'offre pourtant pas les équipements et les attractions touristiques que l'on attend d'une station de luxe.

Il est particulièrement nécessaire d'aborder cette station comme les autres anciennes stations du Maroc (Tanger, Tétouan, Vallée du Draa, etc.) en lançant une étude de repositionnement, puis un véritable plan de réaménagement et de promotion de la station. A notre sens, l'étude devrait viser plus particulièrement la clientèle des pays chauds et désertiques, dont les clients pourraient apprécier le potentiel du Moyen Atlas mieux que la clientèle européenne pour laquelle la forêt, l'herbe, la pluie et la neige font partie d'un quotidien qu'elle tente plutôt d'oublier en vacances au Maroc.

Il est clair que cette stratégie touristique, qui est la plus prometteuse en terme de développement d'activités complémentaires à l'agriculture, ne pourra porter ses fruits que si les milieux naturels et la biodiversité sont réhabilités et sauvegardés.

Planche 12 : Stratégie pour le développement du tourisme

4.3 Les politiques sectorielles en milieu urbain

4.3.1 Les services urbains publics

Pays de transhumance, le Moyen Atlas ne dispose que d'un réseau urbain récent, créé pour l'essentiel par l'Etat pour encadrer les populations semi nomades, établir l'autorité dans des régions difficiles à contrôler et diffuser des services publics modernes dans des zones reculées. Pratiquement aucune des villes actuelles du Moyen Atlas, contrairement aux grandes et anciennes villes de sa bordure (Meknès, Fès, Taza), ne s'est développée spontanément dans une position offrant un véritable potentiel de développement économique. Certaines sont encore aujourd'hui exclusivement des « villes d'Etat » tirant leurs revenus de la seule présence de l'Administration (par exemple Missour ou El Hajeb).

La stratégie doit naturellement tenir compte de cet héritage historique, qui constitue encore un obstacle au développement d'économies urbaines dynamiques. La première fonction de ce réseau de villes est la distribution de services, publics et privés, les fonctions productrices et même commerciales étant secondaires, comme on l'a vu, dans toutes les localités urbaines intérieures au massif.

La stratégie doit donc, en premier lieu, optimiser les fonctions administratives et les services urbains, et dans un deuxième temps, favoriser le développement d'économies urbaines plus diversifiées dans les centres les mieux placés.

Le réseau urbain principal s'appuie actuellement sur la route longeant le pied du massif, du côté Ouest (Taza, Fès, Sefrou, Meknès, El Hajeb, Mrirt, Khénifra) et sur la route nationale transversale qui relie Meknès et le Tafilalt (Azrou, Midelt). A l'exception de Midelt, c'est une armature urbaine périphérique, dont les services ne sont pas bien relayés vers l'intérieur par de petites « villes » comme Missour, Outat el Haj, Imouzzar Marmouchas, Almis Guigou, Zaida, El Kebab. L'ensemble du massif souffre donc d'une mauvaise diffusion de services publics et privés, qui accentuent la sensation d'enclavement.

La stratégie propose quatre axes :

- Développer fortement les activités administratives et privées du bipôle Azrou –Ifrane, pour en faire la véritable porte d'entrée du massif. Compléter les activités administratives et les équipements publics, promouvoir les activités touristiques et commerciales, favoriser l'implantation de services d'enseignement et de santé de haut niveau, en profitant du renom de l'Université Al Akhawiyne.
- Renforcer la centralité de Midelt, développer les services publics et administratifs de cette ville, améliorer son cadre urbain, promouvoir des activités touristiques de montagne à l'articulation du Moyen et du Haut Atlas et organiser sa complémentarité avec Missour. La création d'un pôle bien équipé et fonctionnel dans cette zone centrale contribuerait aussi à désenclaver toute la partie montagneuse de la province d'Errachidia.
- Lancer une étude spécifique pour le développement d'un pôle d'activités à Khénifra, et examiner particulièrement les possibilités d'y promouvoir des activités privées industrielles et logistiques au carrefour entre la route du pied du massif et la pénétrante vers Midelt. Donner à cette ville un positionnement clair dans le réseau urbain national et améliorer ses liaisons (actuellement très mauvaises) avec son arrière pays naturel (Pays Zaïan).

- Etablir un plan d'ensemble de distribution de services dans le reste du massif en favorisant la dotation des « villages centres » en équipements publics diversifiés et de bonne qualité, pour atténuer les effets de l'enclavement, en rapprochant les services des zones rurales.

Les mesures préconisées pour la mise en œuvre de cette stratégie dans les différentes localités seront exposées ci après dans le plan d'action (Chapitre 5).

Planche 13 : Services urbains publics

4.4 Désenclavement et infrastructures

Il n'y a pas de doute que, dans toutes les régions de montagne du monde, le principal frein au développement est l'enclavement. Le relief et le climat, ainsi que les distances, rendent les transports malaisés et coûteux. D'une part, la construction et l'entretien des voiries (et des autres infrastructures) sont plus onéreux que dans les régions de plaines. D'autre part le nombre d'usagers n'est pas très important, et la rentabilité des ouvrages faibles. Enfin, l'insuffisance ou le coût des infrastructures pèsent sur tous les autres aspects de la vie économique et sociale. Il n'y a donc pas de doute que, comme cela a été le cas dans les régions de montagne développées, le désenclavement est la clé du développement.

Dans les cas du Moyen Atlas, on observe déjà que les axes de mieux équipés en infrastructures routières ont une économie plus ouverte et font preuve d'un dynamisme supérieur à celui des autres régions (axe Meknès ou Fès – Ifrane – Azrou - Midelt ou Khénifra).

La stratégie de développement prévoit donc un effort important pour desservir les autres parties du massif en créant progressivement d'autres voies routières transversales et en accélérant la mise en place des infrastructures indispensables au développement d'activités non agricoles (électricité, eau potable). Trois zones sont actuellement particulièrement mal desservies : le Moyen Atlas Oriental, zone de potentiel forestier, pastoral et touristique difficilement accessible, le Plateau Central, dont l'axe principal est quasiment abandonné entre Oulmès et Aguelmous, et la province de Khénifra, entre cette ville et Midelt.

Les autres propositions seront détaillées dans le plan d'action.

Planche 14 : Désenclavement et infrastructures

4.5 Conclusions de la stratégie

Le développement du Moyen Atlas repose sur une stratégie d'aménagement relativement simple, fondée sur trois éléments essentiels à long terme : la sauvegarde du milieu (et particulièrement de la fonction de château d'eau et de la forêt), le désenclavement de toutes les parties du massif et la mise en place d'un programme de rattrapage en matière d'équipements collectifs. Ces actions doivent être coordonnées et ordonnées selon un plan à long terme. Celui-ci devra inévitablement tenir compte de la nécessité de créer des centres viables dans les localisations les plus favorables où se concentrera peu à peu la population, et accepter une lente dépopulation des zones les plus écartées et les moins favorisées.

Cette approche demandera la mise en place de mécanismes financiers pour atténuer les désavantages économiques dont souffre la région de montagne, et pour compenser les fonctions qui sont exercées par celle-ci dans l'intérêt de l'ensemble du Royaume.

Enfin ce cadre est nécessaire pour permettre le développement d'activités non agricoles, notamment touristiques, et la reconversion progressive et le redimensionnement des activités agricoles et pastorales à la hauteur des ressources renouvelables du massif.

Le plan d'aménagement est le premier instrument de coordination spatiale de cette politique de développement économique et social. Il doit d'abord servir aussi bien à coordonner les programmes sectoriels qu'à harmoniser les positions et les politiques des 4 régions qui se partagent le massif, et qui doivent devenir avec le temps des acteurs déterminants de l'action régionale.

5. MISE EN ŒUVRE ET PLAN D'ACTION

5.1 Les entités régionales pertinentes pour la mise en œuvre

Le schéma d'aménagement régional est un document qui indique, à long terme, comment la région devrait être organisée et aménagée. C'est un instrument de coordination des actions publiques, qui sert aussi de guide à tous les opérateurs : régions, communes, entreprises privées, ONG, particuliers. Il est établi pour une longue période, et montre comment on voudrait, à la fin, que soit la géographie de la région.

Il ne tient pas compte des possibilités actuelles de réalisation, ni des hypothèses que l'on pourra faire sur les diverses conjonctures, car il n'est pas destiné à se réaliser d'un seul coup, mais au fur et à mesure des opportunités et des initiatives. C'est donc un guide non seulement pour coordonner les actions immédiates, mais pour évaluer les projets futurs (entrent-ils ou non dans le cadre général envisagé), exploiter les occasions et susciter les initiatives futures, qui sont aujourd'hui encore imprévisibles.

Les actions proposées dans le Schéma d'Aménagement comprennent en effet :

- Les actions qui incombent à l'Etat, pour la mise en place des infrastructures et équipements principaux, et la prise des décisions d'ordre institutionnel et financier au niveau national
- Des actions qui seront réalisées par les collectivités territoriales (Régions et Communes) seules ou groupées
- Des actions qui sont de la compétence des ministères techniques responsables des politiques sectorielles (de l'élevage, de l'agriculture, de la forêt, de l'industrie, du tourisme, de l'artisanat, etc.).
- Des actions qui dépendent des opérateurs privés, entreprises et société civile.

L'existence d'un plan d'aménagement clair et crédible est l'élément coordinateur entre ces entités. En permettant à chacun de connaître ce que vont faire les autres acteurs impliqués, il facilite les anticipations positives et permet à chacun de formuler sa propre stratégie de la manière la plus efficace.

A ce titre c'est un document qui doit faire l'objet d'une large publicité, et le présent rapport de synthèse est rédigé dans ce but.

5.2 Le niveau intercommunal : une clé pour le développement et l'aménagement du Moyen Atlas

Le Moyen Atlas a la particularité, commune à beaucoup d'autres massifs montagneux, d'être découpé en plusieurs régions administratives qui s'étendent aussi sur de vastes territoires hors de la montagne. Du Nord au Sud il appartient ainsi aux régions de Hoceima-Taza-Taounate (qui s'étend en majorité sur un autre massif montagneux, le Rif), Fès-Boulemane (qui est centré sur une des métropoles régionales du Royaume) Meknès-Tafilalt (qui

comprend, en plus du Moyen Atlas, une partie du Saïs, le Haut Atlas Oriental et un vaste territoire pré-désertique) et enfin Rabat-Salé-Zemmour-Zaër (où Oulmès et les communes voisines occupent une situation vraiment marginale).

Il n'est donc pas possible de penser que les régions sont l'institution adéquate pour mettre en œuvre vraiment une politique spécifique au Moyen Atlas, même si elles la soutiennent et l'appuient dans la mesure de leurs moyens.

D'autre part, le massif est étendu et varié, même si des traits communs sont évidents. Dans le cadre d'une politique commune d'aménagement à long terme, les actions dépendent surtout du niveau local : il y a peu de projets qui intéressent simultanément les habitants de El Kbab et ceux de Tahlia, ou ceux d'Ifrane et de Berkine. Il faut donc trouver l'échelle adéquate à des unités d'aménagement qui partagent les mêmes conditions, qui affrontent les mêmes problèmes et qui peuvent être les promoteurs des actions à l'échelle locale. Les communes sont trop petites et trop dépourvues de ressources humaines et financières pour cela. Seuls des groupements ou associations d'une vingtaine de communes peuvent effectivement coordonner et programmer leurs besoins et faire valoir leur programme auprès des régions et des services extérieurs des ministères de façon efficace.

L'étude a ainsi déterminé et délimité les contours des principales unités de base, qui doivent s'organiser pour être les interlocuteurs des régions et des ministères dans l'exécution de la stratégie d'aménagement. Il s'agit des quatre « pays » suivants (voir la **carte**), qui ont chacun leur homogénéité et peuvent se regrouper autour de programmes communs:

- Le Moyen Atlas oriental
- La Vallée de la Moulouya
- La région des causses
- Le pays Zaïan

Les actions à mener sont présentées, dans le chapitre suivant, selon ce découpage.

Ces « pays » ne sont en aucune façon des nouvelles unités administratives, mais des espaces de concertation entre communes, au cours desquelles, les projets à réaliser sont discutés et arrêtés à intervalles réguliers ou selon les opportunités, dans lesquelles des positions communes sont décidées et défendues ensuite par chaque commune au sein de sa région ou de sa province respective. Il n'y donc de modification ni du cadre administratif ni des procédures de planification et de programmation existantes, mais l'apparition d'une nouvelle instance destinée à améliorer les conditions de vie des gens par une action commune au niveau de l'information et de l'appui (voire du « lobbying ») au sein des institutions existantes.

Planche 15 : Espaces projets

6 CONTENU DU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT, PRÉSENTÉ PAR « PAYS ».

Dans ce chapitre on exposera de façon résumée mais très concrète les actions proposées pour chacun de pays. Ces projets sont l'illustration de la stratégie exposée au chapitre 4. La présentation par zones géographique permettra à chacun de trouver ici les « propositions » faites pour sa zone et d'avoir ainsi une vision résumée et concrète de ce que le Schéma d'Aménagement implique⁷.

6.1 Le Moyen Atlas Oriental

Description résumée et problèmes principaux

L'extrémité Orientale de la chaîne est caractérisée par un relief souvent élevé et assez confus, un réseau hydrographique divergent se partageant entre les bassins du Sebou et de la Moulouya, l'éloignement et l'enclavement. Il y a quelques années elle était accessible seulement par quelques routes en terre à partir de Taza, Tahla, Ribat El Kheir et Guercif (dont certaines ont été revêtues dernièrement. Aucune route ne la traverse du Nord au Sud. La population très isolée et dépourvue d'équipements collectifs a nourri une assez forte émigration vers les villes marocaines et à l'étranger. L'armée est aussi un débouché traditionnel pour les jeunes. De ce fait on observe une diminution de la pression sur le milieu, autrefois sévèrement surexploité et les premiers signes de « déprise » favorables à une réhabilitation des milieux forestiers et pastoraux.

C'est une des régions les moins densément peuplées du Moyen Atlas. Sa population n'a guère évoluée entre 1994 (213 833 habitants) et 2004 (218 196).

Elle est parmi les plus éclatées du point de vue administratif puisqu'elle dépend de trois provinces : Taza (15 communes), Sefrou (5 communes), Boulemane (6 communes).

Propositions du Schéma d'aménagement

Le meilleur et le vrai potentiel de cette sous région ce sont ses milieux naturels et ses réserves écologiques : la Parc National du Tazzeka, mais aussi toute la zone du Bou Iblane et des massif qui les joignent à l'est de Maghraoua, et la vallée de Berkine. Le potentiel est considérable pour toutes formes de tourisme naturel : paysages, observation de la faune et de la flore, grottes et cavernes, randonnées, ski, etc. Toutes les formes de tourisme de découverte peuvent aisément être combinées sans de gêner mutuellement.

A côté de ce potentiel inexploité, la région compte aussi d'importants massifs forestiers (dont de très belles cédraies) et un important troupeau de petits ruminants. Elle peut en outre s'appuyer, dans sa partie basse, sur la zone des collines bordières favorables à la céréaliculture et à l'arboriculture.

Pour mettre en valeur ce potentiel et favoriser la transition vers une exploitation durable du potentiel les propositions du plan d'aménagement sont les suivantes :

⁷ Pour des raisons de clarté, comme dans tout ce rapport, les régions sont présentées en commençant par le Nord. Cet ordre exclusivement géographique, n'implique aucune priorité, ni aucune hiérarchie dans les actions et les projets.

a) **désenclaver la région** par l'amélioration du réseau routier et la construction de tronçons nouveaux reliant le réseau nord au réseau sud (Taffert-Talzemt-Berkine par le col de Sidi Bou Zabel ; Skoura –El Mers-Ifkern). Compléter le réseau par des liaisons transversales renforçant la position centrale de Ribat et Kheir et de Tahla (Maghraoua, Taffarine). Améliorer la route entre Skoura et Boulemane. Relier la région au réseau national (échangeur sur la future autoroute Fès Taza au niveau de Bir Tam Tam ou Tahla).

b) **renforcer la centralité** des quelques communes-centres. Le mauvais état des infrastructures et du cadre urbain des petites villes (Ribat El Kheir, Tahla) et la médiocrité des équipements collectifs publics doivent être corrigés par un programme spécial de mise à niveau. En outre 5 villages doivent être équipés pour devenir des centres de services efficaces pour des régions écartées (Maghraoua pour le piémont du Bou Iblane ; Ighzane, pour la bassin de l'oued Karia ; Berkine, pour la vallée de l'Oued Zobzite ; Skoura pour la zone est du Tichchoukt ; Lamrija, pour la moyenne Moulouya)

c) **Développer le tourisme** Lancer le projet d'un pays d'accueil touristique (PAT) pour le tourisme de nature et de montagne dans trois zones : **Tazzeka** (rénovation et promotion de Bab Bou Dir et des activités touristiques dans le parc et sa périphérie), **Bou Iblane** (aménagement de gîtes et de lieux de séjours à Maghraoua, Taffert, Tamjilt, Berkine), organisation de randonnées, relance des activités liées à la neige) ; **Tichchoukt** (randonnée et séjour sur le versant nord, dans les gorges du Guigou (Taferdoust), circuits motorisés, randonnées équestres, etc.).

d) **Favoriser l'évolution de l'élevage** vers des produits de qualité supérieure, éventuellement établir un label pour la viande ou de sous produits (fromages).

Ces propositions et ces mesures d'aménagement demanderont certes un effort exceptionnel d'équipement dans une zone qui selon certains observateurs, aurait été quelque peu délaissée dans le passé, mais aussi la prise d'initiatives par les populations locales, avec l'appui des ministères concernés. Il est clair que les potentialités existantes dans les domaines du tourisme et de l'artisanat ne peuvent pas être réalisées efficacement sans une véritable implication de la population. D'un autre côté, cette adhésion ne pourra être obtenue et les énergies libérées que si la population est informée sur le potentiel et les moyens de le mettre en valeur.

Planche 16 : Moyen Atlas Oriental

6.2 La vallée de la Moulouya

Description résumée et problèmes principaux

Ce « pays » est d'une grande homogénéité géographique et géomorphologique. Il est constitué par la vaste vallée de la Moulouya, et n'a de caractère montagneux que sur les bords et en raison de son altitude élevée dans la partie amont. Il se distingue du reste du massif par une grande aridité (150 à 200 mm de pluie par an).

La sécheresse est le principal facteur limitant des activités humaines. Le total du secteur irrigué (à partir de l'oued) ne dépasse pas 7000 ha et les cultures fruitières (oliviers) y dominent. Le reste est terre de parcours pour un élevage extensif. L'éloignement et l'enclavement y sont durement ressentis, d'autant plus que les villes (Midelt et Missour) n'offrent que peu de services privés et que la dispersion des douars est grande.

L'activité minière, qui avait apporté à la zone une certaine prospérité est aujourd'hui abandonnée dans tout le bassin.

Propositions du Schéma d'aménagement

Le principal potentiel de cette vallée est agricole : les cultures vivrières, l'arboriculture et surtout l'élevage. Ces ressources sont plus abondantes dans la haute vallée, plus riche en eau et en terres cultivables que dans la partie moyenne. La position au carrefour des deux axes principaux internes au Moyen Atlas (les routes Méknès-Errachidia ; Fès –Boulemane-Midelt et Guercif-Midelt) offre aussi des possibilités de développer des activités commerciales et logistiques, et la position à l'articulation du Moyen et du Haut Atlas permet d'envisager à Midelt une plaque tournante touristique pour les visiteurs entrant au Maroc par Nador (surtout des espagnols motorisés et intéressés par le tourisme sportif et de découverte) et ceux qui viennent plus classiquement de Casablanca ou Fès (et qui se dirigent vers la zone des oasis). L'avantage de cette situation permet aussi de développer un tourisme centré sur la région proche d'intérêt écologique et paysager (forêts, parc national du Haut Atlas Oriental).

Dans ce contexte le Schéma d'aménagement propose :

- a) d'améliorer les liaisons externes de la zone. Cela implique la réfection et la mise au gabarit d'une vraie route nationale entre Azrou et Errachidia, et l'amélioration de la liaison (très médiocre) entre Midelt et Khénifra. En outre la moyenne vallée de la Moulouya devrait être reliée au réseau du bassin du Sebou par Immouzer des Marmouchas-Talsemt- Taffert-Ribat el Kheir et à l'oued Zobzite (Berkine) pour constituer une réseau d'intérêt touristique (qui peut être de capacité assez faible voire non revêtu sur certains tronçons).
- b) l'amélioration importante des liaisons internes de la zone : Tounfite-Imilchil piste à vocation touristique, liaison El Orjane-Fritissa par la rive gauche, amélioration des routes d'accès à Ouizegth, Ksabi, Rmila et l'amélioration des pistes communales qui desservent les douars.
- c) l'intensification agricole des zones par une utilisation plus rationnelle de l'eau d'irrigation, et le recyclage des eaux usées des deux villes principales.
- d) la modernisation de l'élevage et l'introduction progressive de modes de conduite associant le fourrage naturel, exploité dans la limite de sa capacité de renouvellement, et la complémentation.

A ces éléments qui sont des recommandations générales dans le Moyen Atlas, on ajoutera pour la vallée de la Moulouya un programme spécifique que sa localisation et son importance agricole justifient et qui est celui de la valorisation des productions. Cette région devrait pouvoir commercialiser dans de meilleures conditions sa viande et ses fruits, au moins. Pour cela, il serait nécessaire de construire à Missour et Midelt des équipements permettant de certifier l'origine des produits et de les conserver pour les mettre sur le marché aux moments favorables. Un abattoir régional aux normes internationales et des chambres froides pour la viande et les fruits, le conditionnement sur place sont des actions absolument indispensables à la mise sur le marché de produits de qualité régionale, labellisés et pour pouvoir garantir la « traçabilité » exigée dorénavant sur les marchés extérieurs.

e) le renforcement des services publics qui sont actuellement particulièrement mal répartis entre une ville à fonction économique dépourvue de toute administration de niveau provincial (Midelt), et un chef lieu de province sans aucun rayonnement économique (Missour). Pour atteindre ce but sans proposer de nouveau découpage administratif il serait nécessaire de doter Midelt d'une antenne permettant d'accéder par voie électronique aux principaux fichiers et bases de données de la province de Khénifra et de délivrer à la population, par l'intermédiaire de fonctionnaires ayant des accès protégés à ces réseaux, les principaux services administratifs courants sur place (attestations, certifications, permis de construire, titres fonciers, informations fiscales, accès aux subventions, etc.) sans que l'utilisateur ait à se déplacer. Les deux villes de Khénifra et Midelt offrent d'excellentes conditions pour tester un système d'e-administration au niveau interne de la Province, voire de la Région.

En outre, les équipements publics de niveau supérieurs devraient être mutualisés entre Midelt et Missour, pour permettre à ceux qui seront localisés dans l'un ou l'autre des deux villes de bénéficier d'un bassin de clientèle plus grand et d'améliorer son niveau de services. Enfin, la faible densité et la grande dispersion de la population recommandent le renforcement de quelques villages centres bien équipés qui devraient bénéficier d'une concentration de services publics et privés : Zeida, Boumia, Tounfite, Enjil, Ouizeght, Ksabi, Outat el Haj, Fritissa.

f) lancer l'idée d'un pays d'accueil touristique axé sur la découverte et les sports de montagne sèche (escalade, circuits en 4x4 et en quad, trekking muletier et circuits équestres) dans les chaînes arides et les paysages impressionnants des massifs encadrant la vallée : Masker, Ayachi, cirque de Jaffar, chaînes du Haut Atlas oriental, Bou Naceur. Dans le tourisme de niche marocain, une place encore peu exploitée mais pour laquelle la demande internationale et nationale augmente est celle des sports motorisés hors route, que cette région pourrait bien satisfaire en raison de sa facilité d'accès depuis le port de Nador.

Planche 17 : Vallée de la Moulouya

6.3 Plateau des causses

Description résumée et problèmes principaux

C'est la région certainement la plus connue du Moyen Atlas. Elle est constituée d'un large ensemble de plateaux calcaires, percés de petits volcans, entre Sefrou et Aguelmane Azizga environ. Ce vaste ensemble de haute altitude (environ 1500 à 2000 mètres, au climat pluvieux et froid en hiver et frais en été, est caractérisé par un couvert forestier important (plus du tiers de la surface totale) et par de vastes pâturages. Seules les communes les mieux dotées ont une agriculture prospère, notamment sur la bordure occidentale et dans la haute vallée du Guigou.

Cette région bordière est aussi la plus urbanisée du massif. Un chapelet de villes et de localités importantes jalonne le rebord du plateau: El Hajeb, Sefrou, Imouzzer, Ifrane, Azrou sont des petites villes plutôt dynamiques, proches les unes des autres, qui forment un réseau assez dense contrastant avec le reste du massif. Le développement de leurs activités commerciales et de service est cependant freiné par la concurrence des grandes métropoles de Fès et de Meknès, beaucoup mieux équipées.

Hors de ces villes, la population encore relativement dense, est éparpillée dans de petits peuplements forestiers qui peinent à assurer des équipements collectifs satisfaisants. Les douars sont très enclavés, notamment en hiver quand la circulation est difficile.

Hors de l'élevage, les occasions de travail sont rares. La forêt, on le sait, n'est pas créatrice d'emplois en nombre. La population rurale vit donc pauvrement de la surexploitation fourragère des forêts et de maigres récoltes obtenues sur des défrichements aux aptitudes médiocres.

Le véritable potentiel de la région est touristique. Le milieu forestier, la pureté de l'air et la fraîcheur du climat sont à l'origine de plusieurs stations modestes d'estivage (Imouzzer Kandar, Azrou, Aïn Leuh) fréquentées pendant l'été par la clientèle des colonies et centres de vacances de plusieurs entreprises publiques. Seule Ifrane a pu développer une villégiature de haut standing et se doter des infrastructures et équipements correspondants.

Propositions du Schéma d'aménagement

Dans cette zone, par excellence, la première priorité est la protection et la mise en valeur durable de la forêt et du paysage. Cela passe nécessairement par une modernisation de l'élevage, l'amélioration de la qualité et la mise en place de systèmes durables, dans lesquels le fourrage naturel est exploité rationnellement et complété par d'autres sources d'alimentation. La meilleure valorisation de cette ressource, par une politique de promotion de la qualité (et de meilleurs prix de vente) est le passage obligé.

La transition entre un cheptel pléthorique et de faible valeur, et un élevage moderne orienté vers une diminution du nombre de tête et l'augmentation de leur valeur, demandera inévitablement qu'une partie croissante de la population trouve sur place des occupations non agricoles. Seules les activités urbaines et le tourisme peuvent les fournir, et ces deux secteurs doivent faire l'objet d'une politique de promotion énergique.

Les actions prévues dans cette zone s'orientent ainsi selon ces deux axes :

- a) mise à niveau des infrastructures des villes de la bordure Ouest du massif : Azrou, Sefrou, Imouzzer Kandar, El Hajeb (Ifrane est déjà excellemment équipée) pour améliorer

leur compétitivité propre et permettre de développement d'activités satellites du bipôle Fès Meknès. L'exemple de Ifrane montre que ces villes, dès le moment où elles offrent un milieu urbain agréable et des équipements publics satisfaisants, sont capables d'attirer des activités et des cadres de haut niveau.

b) mise en valeur du cadre naturel par le développement des activités gravitant autour du Parc National (écotourisme) et lancement d'une étude de repositionnement de la station de villégiature d'Ifrane dans le segment « haut de gamme », mais visant la clientèle nationale et celles des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée plutôt que la seule clientèle européenne. Développement, selon les résultats de cette étude, des équipements de wellness, de santé et de relaxation. La promotion des « pays d'accueil touristiques » PAT devrait être renforcée et soutenu par une action plus lourde et plus concentrée visant à relancer le tourisme de station à Ifrane, Sefrou-Bhalil, Azrou et Imouzzar.

c) mise en place d'une politique de protection de la forêt associant les usagers dans la recherche innovatrice de produits secondaires. Pour obtenir des résultats efficaces dans cette politique il sera indispensable d'accorder aux collectivités d'usagers des subventions pour compenser la réduction des prélèvements excessifs.

d) compensation de l'enclavement et de la dispersion de la population dans une multitudes de douars par des équipements publics et privés concentrés dans des lieux centraux, et adaptés aux conditions propres du peuplement (internats, maison d'accueil pour les futures mères, services publics et privés itinérants, etc.). Dans ce milieu forestier et pastoral où la population est forcément dispersée pour exploiter au mieux les ressources naturelles, il est indispensable de penser autrement le système de prestation des services publics et privés de base, autour des centres locaux : El Menzel, Timahdite, Almis Guigou, Aïn Leuh.

e) amélioration des grands axes (Azrou-Midelt et Azrou-Aïn Leuh-Khénifra) et désenclavement des communes rurales et des douars par l'amélioration du réseau interne des routes et pistes rurales.

Planche 18 : Plateau des causses

6.4 Le pays zaïan

Description résumée et problèmes principaux

A l'extrémité Sud Occidentale de la région, le pays zaïan est constitué, autour de Khénifra de rois ensembles différents, dont l'unité est due au mode de mise en valeur ancestral par des tribus transhumantes (Zaïan, Aït Sguigou) qui déplaçaient leurs troupeaux, au gré de saisons, entre les zones montagneuses du Moyen Atlas proprement dit, l'azaghrar de Khénifra et de Mrirt et les forêts du Plateau Central. Stabilisées pendant la période du Protectorat, ces populations, en forte augmentation, cantonnées sur des parcours désormais trop réduits exercent aujourd'hui une pression excessive sur les milieux forestiers, sans pourtant pouvoir sortir du cycle de la pauvreté.

La position de Khénifra, bien que le SNAT relève qu'elle est au « centre du Maroc », est peu favorable à un développement des activités urbaines de service et de l'industrie. Située sur la ligne de partage des zones d'influences éloignées de Marrakech/Béni Mellal et de Fès/Meknès, cette ville subit la concurrence des deux métropoles et se trouve reléguée dans une sorte de « no mans land » économique.

Le pays zaïan, malgré des ressources minérales non négligeables (Mines de Mrirt/Jebel Aouam et eaux de Oulmès) est donc aujourd'hui encore, avec le Moyen Atlas Oriental, l'une des deux sous-régions les moins favorisées de tout le massif. Il est engagé dans un cycle d'appauvrissement irrémédiable, auquel il devient urgent de mettre fin : érosion et dégradation des sols dans le haut bassin de l'Oum Er Rbia et de ses affluents au Nord Est, dégradation du couvert forestier dans le Plateau Central, dégradation des milieux urbains sous la pression de l'exode rural (y compris dans les petites villes)

Objectivement, son potentiel de développement est faible et cette région devrait faire l'objet d'un programme d'appui particulier et spécifique de la part du Pouvoir Central.

Propositions du Schéma d'aménagement

Si dans d'autres parties du Moyen Atlas l'inversion du processus de paupérisation peut se fonder sur des mesures de rationalisation et de mise en valeur de potentiels existants mais négligés, dans le pays Zaïan on se trouve dans une situation d'urgence où la mobilisation du potentiel local, naturel et économique n'est pas suffisante pour éviter la dégradation de ressources vitales au niveau national, notamment les réserves hydrauliques de l'Oum Er Rbia et l'envasement de ses lacs de retenue existants et prévus, ou simplement pour sortir la population de l'extrême pauvreté.

La préservation de ce potentiel national exige donc que l'on mobilise des moyens exceptionnels pour arrêter le cycle de dégradation dans lequel la sous-région est engagée. Pour cela il faut absolument offrir à la population des activités et de revenus non agricoles, par le développement énergétique de l'économie urbaine, et la valorisation des produits locaux.

Les mesures proposées sont les suivantes :

a) lancer à bref délai une étude spécifique sur les fonctions administratives et l'avenir économique de la ville de Khénifra. Il est manifeste que, de tous les centres bordiers du Moyen Atlas, c'est la ville la moins favorisée. La pauvreté, l'état des infrastructures, les conditions de logement et d'environnement, les équipements publics et une administration urbaine pénalisée depuis des décennies par un découpage administratif aberrant (qui place

environ 20% de l'agglomération dans une commune rurale) sont aujourd'hui des obstacles insurmontables pour des investisseurs privés. Il n'est pas réaliste de croire que cet ensemble de problèmes pourra être résolu par les seules initiatives locales et par des demi-mesures.

Seule une politique énergique, impulsée par l'Etat dans le cadre du SNAT et associant toutes les forces vives de la région Meknès Tafilalet et de la Province de Khénifra, aurait une chance, si elle est soutenue par des moyens financiers et des décisions au niveau national, d'enrayer la récession de cette ville et de la situer de façon positive dans le réseau urbain du Royaume.

Si une telle action est engagée de façon crédible, le reste de la zone pourrait alors être organisée autour de ce pôle par l'application des mesures d'aménagement suivantes:

- a) mettre en place un réseau routier de qualité suffisante pour valoriser la situation de Khénifra au carrefour de la route nationale Fès-Marrakech et de la liaison , aujourd'hui très faible, entre Rabat, Oulmès, Khénifra et Midelt, pour en faire une véritable porte d'entrée dans le Moyen Atlas et dans une partie du Haut Atlas (vers Imilchil et Tinerhir).
- b) Créer progressivement un réseau routier régional efficace et désenclavant les communes rurales dispersées : El Kebab-Kerrouchen, Aguelmous-Moulay Bouazza-Ziliga – Rommani, Khénifra-Itzer par la forêt, etc. de façon à ce que toutes les communes soient reliées à ce réseau régional en bon état.
- c) Développer un réseau de centres de services publics et privés dans les « petites villes » qui sont au centre de bassin de vie (malheureusement pas d'emplois) : Aguelmous, Oulmès, Mrirt, El Kebab. Bien reliées au chef lieu de province, ces localités deviendraient ainsi de pôles de services pour les populations rurales qui sont très dispersée, car l'activité d'élevage demande une localisation au milieu des parcours.
- d) promouvoir les villages centres des grandes communes, le plus souvent situés le long de la route nationale : Aït Ishak, Ouamana, Tighassaline, Tighza (commune de El Hammam, Kerrouchen et les doter d'équipements publics adaptés à la desserte d'une population dispersée.
- e) lancer des opérations de « pays d'accueil touristiques » dans les bassins de l'Oued Srou et de l'Oum Er Rbia (estivage, randonnée, sports d'eau vive, séjour chez l'habitant, etc.) et dans le Plateau Central (forêt, chasse, estivage proche de Rabat, thermalisme et activités de « remise en forme »).
- f) mettre en valeur, par une aide à la commercialisation et la recherche de débouchés, les productions artisanales de la région.
- g) promouvoir quelques produits spéciaux de qualité pouvant tirer avantage de la nature et de la forêt (plantes aromatiques, huiles essentielles, miel, gibier, etc.) notamment dans le Plateau Central.

On voit par là que la région n'est pas dépourvue de ressources prêtes à être mises en valeur, si un repositionnement Khénifra et une dynamisation des activités centrales de cette ville sont engagés de façon crédible.

Planche 19 : Pays Zaïan

7. PROPOSITIONS D'ORDRE INSTITUTIONNEL ET FINANCIER

7.1 Quelques caractéristiques des « politiques de la montagne »

Le diagnostic et la stratégie ont bien montré que, pour interrompre le processus de dégradation et améliorer les conditions de vie dans le Moyen Atlas, il ne suffira pas de définir une politique d'aménagement, mais il faudra mettre en place des mécanismes et des instruments d'appui spécifiques, pour compenser les handicaps naturels de ce milieu dans la compétition entre territoires.

Ce problème s'est posé dans les mêmes termes dans les pays européens, et il est intéressant de passer en revue les moyens qu'ils se sont donnés pour inverser l'évolution et sauvegarder l'environnement montagnard et la qualité de vie de ses habitants.

Les mesures qui ont été prises peuvent se grouper en trois catégories :

- a) les mesures compensatoires visant à abaisser le coût des productions
- b) les mesures visant à améliorer les infrastructures
- c) les mesures destinées à rémunérer les prestations des montagnards pour la sauvegarde d'une partie du patrimoine national.

Mesures compensatoire visant à abaisser les coûts. Elles ont été mises en place relativement tôt, pour permettre aux produits de la montagne de se présenter sur les marchés dans des conditions de compétitivité comparables à celles des produits de plaine. Elles se matérialisent par des subventions à la production, par des prêts sans intérêt ou des subventions pour certains types d'investissements privés destinés à améliorer la productivité ou à faciliter la mutation de l'agriculture de montagne vers des produits plus rentables. Ces politiques de subvention ont pour trait commun le fait qu'elles sont relativement complexes dans leur mise en œuvre, qu'elles supposent des contrôles permanents et des vérifications pour éviter qu'elles soient détournées de leur but et qu'elles demandent que les paysans se soumettent à des obligations administratives assez exigeantes (par exemple la tenue d'une comptabilité de l'exploitation).

Ces caractéristiques font que de telles politiques sont difficilement transposables au Moyen Atlas, au moins pour le moment.

Les mesures destinées à améliorer les infrastructures et les équipements ont également joué un rôle important : construction de routes, de voies ferrées, ou d'autres moyens de transports adaptés au relief (notamment les transports par câble) afin d'abaisser les coûts de production et d'améliorer l'accès aux équipements et aux marchés. De telles politiques ont été mises en œuvre au Maroc, non pas spécifiquement pour la montagne, mais pour le milieu rural : PERG, PAGER, PNRR par exemple. Toutefois ces politiques rencontrent parfois des difficultés pour associer les bénéficiaires à la définition des besoins. Elles sont donc souvent assorties de l'obligation, pour les régions bénéficiaires, d'élaborer un programme d'équipement régional pluriannuel, et seules les infrastructures et équipements retenus consensuellement dans ce programme sont ensuite subventionnés. Au Maroc, l'INDH envisage un mode de mise en œuvre analogue au niveau des communes les plus pauvres, mais cette initiative n'est pas spécifique au milieu montagnard.

Il n'est pas moins que ces efforts sont extrêmement utiles et il est facile de comprendre que dans le Royaume la montagne n'est pas le seul territoire en difficulté, et que la politique doit tenir compte des autres régions désavantagées, notamment des zones arides.

Les politiques de subventions aux investissements peuvent être aisément étendues à certaines réalisations privées. Plusieurs pays ont ainsi introduit des subventions ou des prêts sans intérêt pour l'aménagement d'équipements touristiques, y compris des gîtes ou la transformation de bâtiment ruraux inutilisés en hébergements. D'autres mesures favorisent la valorisation des produits montagnards à travers des investissements de coopératives, notamment pour la valorisation du bois ou de produits spécifiques.

Les primes accordées pour la protection de l'environnement constituent la tendance la plus récente en matière de soutien aux régions de montagne. Elles consistent non plus à asseoir les aides sur les productions, mais sur les moyens utilisés pour l'entretien et le maintien du paysage et de la biodiversité. Conscients du fait que sans agriculteur la montagne redeviendrait un milieu sauvage et répulsif, probablement dangereux pour les zones de piémont (inondations, accélération des changements climatiques) les pays les plus avancés rémunèrent par des paiements directs des modes d'exploitation respectueux de l'équilibre environnemental et paient les paysans pour produire moins mais mieux. La valeur écologique patrimoniale de la montagne devient un objectif en soi et la politique vise à conserver ces valeurs, reléguant le souci de production au second plan. Ces « paiements directs » supposent aussi des conditions assez compliquées et des contrôles rigoureux et nombreux. Il faut en effet s'assurer que les bénéficiaires respectent les engagements pris introduisent réellement les pratiques pour lesquelles ils sont rémunérés.

Il n'y a pas encore au Maroc de politique de ce type. Seules quelques mesures de la législation forestière peuvent y être assimilées, lorsqu'elles proposent des compensations modestes pour la mise en défens, par exemple.

Enfin dans les pays industrialisés il s'est établi depuis longtemps l'usage de rémunérer les régions de montagne par des redevances payées pour l'utilisation des ressources hydrauliques, directement (eau d'irrigation, eau potable) ou indirectement (production d'énergie électrique d'origine hydraulique). Ces redevances, dont les taux sont régulièrement renégociés peuvent être pour certaines communes des sources de recettes importantes.

Au Maroc une redevance de ce type est accordée aux communes sur les revenus de la vente de bois. Bien qu'elle soit globalement assez modeste elle représente parfois la principale recette des communes riches en bois d'œuvre, mais la réglementation prévoit des limites (mal respectées) à son emploi, qui devrait être réservé à des infrastructures favorisant l'exploitation forestière.

Toutes ces mesures reposent naturellement sur un transfert net de ressources financières des régions urbaines et de plaine en faveur des régions de montagne, et sont financées soit par les consommateurs (coût de l'eau ou de l'énergie) soit par le contribuable.

7.2 Propositions pour une politique d'aide à la montagne au Maroc, à l'exemple du Moyen Atlas

7.2.1 Mesures financières

Comme on l'a vu dans le chapitre précédent, le Maroc pratique déjà, dans une mesure assez faible encore, une politique de compensation en faveur des régions moins développées. L'aide à l'infrastructure prend des formes diverses (PAGER ; PERG ; PNRR ; Fonds de Développement Rural) et obtient des résultats. Cependant, à la différence des pays de climat tempéré, le Maroc doit se consacrer à divers types de régions « handicapées » par le climat (désert, oasis, bour défavorable). Il est donc compréhensible qu'il ait mis en place une politique de soutien à l'ensemble de ces zones défavorisées, sans différencier particulièrement les zones de montagne.

En outre le contexte économique mondial n'admet plus les mesures destinées à fausser la concurrence en faveur de certaines régions.

Si on veut favoriser les zones de montagne, deux voies principales restent ouvertes :

La mise en place d'une politique de **paiements directs** destinés à favoriser la conservation de l'environnement. Cette politique pourrait comprendre la protection de la forêt, des parcs et des ressources hydrauliques. Sans le dire explicitement et sans en réserver les bénéfices à une région donnée, cette politique favoriserait indirectement le Moyen Atlas et la montagne en général, où se localisent les valeurs à conserver ou à protéger.

Dans le cas du Moyen Atlas les mesures les plus importantes et les plus logiques seraient celles liées à la gestion du « château d'eau ». Le prélèvement d'une redevance sur les eaux d'irrigation ou sur les eaux urbaines pourrait être utilisé pour financer des travaux de protection (reboisement, reconstitution des parcs, lutte contre l'érosion, banquettes plantées d'arbres fruitiers). Elle aurait aussi l'avantage, en renchérissant le coût de l'eau pour les utilisateurs dans les périmètres irrigués et les villes, de les inciter à économiser la ressource. L'introduction de cette redevance pourrait se faire aisément à travers les agences de bassin, et elle est conforme avec la loi 10/95 sur l'eau. C'est donc une mesure facile à mettre en œuvre progressivement, sans effet pervers, qui donnerait une réalité à une politique de la montagne.

Selon une estimation très grossière, fondée sur les évaluations du SNAT, le Moyen Atlas fournit presque la moitié des eaux mobilisables du pays. Une redevance de 0,1 centimes /m³ lui procurerait annuellement un montant de l'ordre de 500 millions de DHS au moins, qui pourraient financer la conservation de la ressource et améliorer substantiellement les conditions économiques de la population. Ce calcul n'est qu'un ordre de grandeur très approximatif et demandera à être vérifié, mais montre que la ressource financière serait importante.

Selon le même principe, le Moyen Atlas, qui produit environ 15 % de l'électricité hydraulique du Royaume, devrait tirer profit de cette richesse naturelle.

D'autres formes de paiements directs à finalité environnementale pourraient être envisagées, notamment pour réduire le surpâturage dans les forêts, et conditionnée à une réduction de l'effectif et à l'utilisation de la complémentation. Toutefois ces aides, qui devraient être financées par le budget de l'Etat sont plus problématiques à appliquer seulement aux régions de montagne et augmenteraient les charges sans compensation par des recettes nouvelles.

Les autres formes d'aides directes aux agriculteurs et aux éleveurs seraient à mettre en place pour ceux qui respectent la législation en vigueur et orientent leurs activités dans le sens souhaité, en diminuant les prélèvements « gratuits » sur les milieux. Ces mesures supposent cependant des systèmes de contrôle et de concertation développés et efficaces, associant les pouvoirs publics et les usagers pour le respect de règles restrictives. Dans les conditions actuelles les conditions ne sont pas remplies pour qu'un tel système puisse fonctionner de façon satisfaisante.

7.2.2 Mesures institutionnelles

Depuis quelques années une forte impulsion a été donnée à la décentralisation. Les collectivités territoriales assument désormais un rôle croissant dans l'ensemble institutionnel et sont destinées à devenir des acteurs importants en matière de développement et d'aménagement du territoire.

Les régions de montagne sont des délimitations spécifiques, particulières, qui ne correspondent pas, dans le Moyen Atlas, au découpage administratif. Les deux principales régions (Meknès-Tafilalt et Fès-Boulemane) sont délibérément transversales à la chaîne. Le Plateau Central est dans la lointaine périphérie de Rabat, et le Moyen Atlas Oriental dépend de la région El Hoceima.Taza-Taounate. A part ce dernier découpage, plutôt inefficace, les autres régions ont l'avantage d'associer des régions dynamiques et des pôles urbains à des zones de montagne, pour former des ensembles bénéficiant du pouvoir d'entraînement d'une « métropole » économique.

Il n'y a donc pas de raison impérative de modifier ce découpage. En tout cas, la création parfois préconisée d'une « région du Moyen Atlas » qui ne regrouperait que des communes pauvres et des provinces en difficulté, ne serait pas une solution efficace.

Il faut donc trouver des mécanismes permettant, au sein des régions actuelles, d'associer les zones de montagne du Moyen Atlas dans un projet commun et de mettre en œuvre le schéma d'aménagement de ce massif.

Pour cela deux propositions **complémentaires** sont avancées :

a) créer une institution d'appui au Moyen Atlas qui serait chargée de collecter et de centraliser les aides financières extérieures à la région et de les affecter au soutien de projet faisant partie du plan directeur et initiés par des acteurs locaux. Cette institution ne serait pas une « Autorité du Moyen Atlas » chargée du développement de la région, mais une organisation dont le rôle serait d'appuyer (au besoin de susciter ou d'aider à l'éclosion) des projets qui contribuent effectivement à la réalisation de la politique de développement décidée d'un commun accord entre les collectivités territoriales et l'Etat et codifiées dans un schéma d'aménagement et les programmes successifs qui seront établis pour sa réalisation. Cette organisation pourrait avoir une forme et des statuts analogues aux « Agences de Développement » des provinces du Nord, du Sud et de l'Oriental. Elle tirerait ses ressources des subventions de l'Etat, des redevances compensatoires sur l'eau et l'électricité hydraulique et d'autres sources qu'elle pourrait mobiliser (coopération internationale) et aurait pour objet d'animer les institutions régionales, des aider à monter des projets efficaces, et de participer, de façon subsidiaire au financement de ceux qui seraient conformes à la politique de développement régional adoptée.

Cette Agence en gérant ces aides extérieures aurait ainsi un moyen efficace d'orienter les réalisations dans la direction voulue sans limiter les compétences des institutions existantes (collectivités territoriales et services extérieurs) et sans se substituer à elles dans leurs compétences et attributions.

b) réunir les collectivités territoriales des divers sous-ensembles délimités dans cette étude (après les adaptations que les intéressés pourraient apporter à ce découpage), dans des « comités de pays » auxquels les communes délégueraient leurs compétences en matière d'aménagement du territoire et de développement économique et social. Avec la collaboration des représentants de la région, et l'appui technique des services de l'Etat, ces comités établiraient, dans le cadre du schéma d'aménagement et de la politique générale de développement, des programmes quinquennaux « glissants » de projets à réaliser dans leur zone d'intervention et négocieraient les programmes avec l'Agence, ou avec d'autres bailleurs de fonds extérieurs.

Ce double instrument aurait l'avantage considérable de permettre d'associer de façon vraiment efficace le respect d'une vision à long terme pour l'ensemble du massif et la libération des initiatives locales. La vision à long terme est en effet une tâche d'intérêt général et national, et constitue la ligne directrice des actions à soutenir par l'ensemble de la collectivité régionale. Par contre, la définition des priorités et des besoins réels de la population ne peut pas se faire à l'échelle d'un aussi grand massif et doit être confiée à un comité fortement ancré dans la réalité de territoires réduits.

Il est clair qu'entre ces deux niveaux, représentés par des institutions différentes, des divergences de vue pourront apparaître. Elles devront être réglées dans le cadre de négociations sur les bases suivantes : l'Agence ne co-financera que des projets qui ont été décidés par les comités de développement et inscrits dans leurs programmes quinquennaux et sont compatibles avec le schéma ou la stratégie de massif. Si ces projets ne sont pas compatibles avec le schéma général de développement, ou s'ils ne sont pas soutenus par toute la sous région, elle ne s'opposera pas à leur réalisation mais ne pourra pas les soutenir financièrement.

Le respect de ces deux principes assurera que les fonds spéciaux affectés par l'Etat au développement de la région de montagne, gérés par l'Agence, ne pourront être utilisés que pour soutenir des projets d'intérêt général pour le Moyen Atlas. Il garantira aussi la liberté, pour une commune (ou un groupe de communes) de réaliser d'autres projets qu'elle jugerait d'intérêt local, avec ses moyens propres et les appuis qu'elle aura pu mobiliser « hors Agence ».

7.3 Conclusions du chapitre

Le Moyen Atlas est spécifique en raison de sa position et de ses potentialités particulières, mais il subit les handicaps qui obèrent généralement le développement des régions de montagne : rareté et médiocrité des sols cultivables, relief rendant difficile les travaux agricoles et accélérant l'érosion, climat froid et pluvieux qui limite les aptitudes agricoles et alimente les réserves d'eau qui sont mises en valeur dans les plaines, surpopulation relative et surexploitation des ressources naturelles.

L'étude faite ainsi que les comparaisons avec d'autres montagnes de pays plus développés qui ont surmonté cette phase critique, montrent clairement que l'essentiel est aujourd'hui de préserver voire de restaurer les milieux naturels, qui constituent le véritable capital des régions montagnardes et dont la valeur augmente aujourd'hui rapidement en fonction de l'urbanisation et de la pollution des pôles économiques du pays. La stratégie met en évidence les moyens de sauvegarder et de mettre en valeur à terme ce capital environnemental, mais indique aussi les actions qui doivent être conduites à court et moyen terme pour améliorer les conditions de vie de la population et créer les conditions favorables à une mutation de l'économie.

Cette mutation ne peut pas être financée seulement de façon interne, par les habitants et les entreprises du Moyen Atlas. Elle demande inévitablement des transferts de ressources des régions de plaine et des villes, qui sont mieux placées pour valoriser les éléments que leur fournit gratuitement la montagne : eau, énergie, bois, réserve de biodiversité. Le principe est reconnu mais sa mise en œuvre pose encore problème. En effet, les zones défavorisées ne sont pas limitées à la montagne. Les zones arides demandent aussi des efforts de développement et rendent politiquement difficile l'adoption d'une loi spécifique pour la montagne. Les aides sont aujourd'hui plutôt allouées en fonction d'autres critères que la seule altitude : la ruralité, la pauvreté, la désertification, etc.

C'est pourquoi, si une loi générale sur les régions de montagne sera peut-être différée, des mesures pragmatiques pourraient être prises dans le cadre législatif et institutionnel actuel.

Trois d'entre elles sont indispensables pour inverser la tendance dans le Moyen Atlas :

- a) l'institution de **redevances** sur les biens fournis par la montagne et valorisés dans les plaines, notamment l'eau d'irrigation, l'énergie hydroélectrique et le bois. Ces taxes pourraient être prélevées par les Agences de bassin, l'ONE et le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts, et mises à disposition des régions d'origine pour leur développement.
- b) la mise en place d'une organisation qui assure la **coordination de l'emploi** de ces aides et les affecte, de façon subsidiaire (c'est-à-dire en cofinçant les projets des acteurs locaux), pour les actions inscrites ou compatibles avec la stratégie.
- c) enfin la mise en place **d'associations de communes** au niveau sous régional, qui puissent établir des programmes locaux et fixer des priorités pour leur territoire, suivre les progrès de la mise en œuvre du schéma et adapter celui-ci progressivement aux nouvelles opportunités et aux nouveaux besoins.

Si ces trois éléments de base étaient réalisés, le Moyen Atlas pourrait certainement reprendre le contrôle de son territoire, freiner puis inverser les dégradations des ressources et accompagner la mutation économique et sociale qui est déjà engagée et qui s'accélérera inévitablement au cours de la prochaine décennie.